

Supplément commun

21 décembre 2007

LaVoix



Entre l'Afrique et l'Europe





Flux migratoires

Les routes de l'émigration

LES MIGRATIONS OUEST-AFRICAINES

La migration entre l'Afrique et l'Europe n'est pas un phénomène nouveau. Dans l'Antiquité, un échange intense existait déjà.

■ C'est au début de l'ère moderne cependant qu'un mouvement plus important de migration a vu le jour entre les deux continents: lors de la colonisation, des millions d'Européens partirent à la recherche d'une vie meilleure en Afrique, avec des conséquences importantes sur les développements économique et politique du continent, conséquences qui persistent encore de nos jours.

Ce n'est qu'après l'indépendance des colonies européennes dans les années 1950 et 1960 que les bases de la migration actuelle entre l'Afrique et l'Europe, en particulier du sud vers le nord, se développèrent. En 1956, plus d'un million de colons français revinrent du Maroc et de la Tunisie, bientôt suivis par un autre million de Pieds-Noirs venant d'Algérie. Dès 1975, une importante migration des *Retornados* portugais ainsi que des dizaines de milliers d'émigrants provenant des anciennes colonies britanniques se produisit également.

La migration vers l'Europe d'Africains venant d'Afrique noire débuta principalement vers la fin du vingtième siècle. Bien que les mouvements migratoires transsahariens eussent des racines historiques profondes, ils connurent une croissance quantitative significative au cours des années 1990.

Des causes de différente nature peuvent être attribuées, entre autres, à la politique de migration panafricaine de la Libye, à la hausse des guerres (civiles) en Afrique de l'Ouest et de l'Est, ainsi qu'à la mauvaise situation économique de l'Afrique.

En raison de la politique étrangère et d'immigration de la Libye depuis l'an 2000, de nombreux Africains d'Afrique noire ont été contraints à émigrer vers les Etats maghrébins voisins ou en Europe, les gens d'origine subsaharienne formant de nos jours le groupe le plus important d'immigrants Sud-Nord interceptés aux frontières extérieures de l'Union européenne.

Le Maghreb avant tout

L'Afrique noire a ainsi remplacé depuis peu les Etats du Maghreb en tant que territoire pourvoyant le plus d'émigrants. Les flux d'émigration se sont renforcés avec les mouvements massifs de réfugiés, qui débutèrent en 1997 à la suite de la chute du dictateur Mobutu au Congo-Kinshasa et qui se poursuivirent tristement tout au long des guerres (civiles) dans la région des Grands Lacs, de la Corne de l'Afrique ainsi que dans la région du Sahel.

Avec l'éclatement de la guerre civile en Côte d'Ivoire en 1999 et le déclin économique d'une région jusqu'alors prisée par les travailleurs immigrés d'Afrique de l'Ouest, la pression exercée sur les Etats du Maghreb et sur l'Europe se poursuivit.



Source: Atlas de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest CEDEAO/CSAO | Graphique: Michèle Zeyen

L'une des principales plaques tournantes de la migration Sud-Nord aujourd'hui est la ville d'Agadez au Nigeria, située sur un nœud de communication historique entre l'est et de l'ouest de l'Afrique.

De là, la route mène en direction des villes du littoral situées entre la Libye et le Maroc, puis vers Malte, la Sicile, avant d'atteindre les îles italiennes de Lampedusa et Pantelleria ou bien les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla.

Pour éviter les patrouilles fréquentes dans le détroit de Gibraltar, de nombreux candidats à l'émigration essaient de nos jours de passer de la côte

d'Afrique de l'Ouest aux îles Canaries.

Les mouvements migratoires les plus importants s'effectuent cependant à l'intérieur même de l'Afrique et beaucoup d'émigrants considèrent non pas l'Europe mais l'Afrique du Nord comme leur destination privilégiée.

A l'avenir, les mouvements migratoires se globaliseront et se dynamiseront de plus en plus, tout en continuant à se différencier, et le pourcentage de femmes (actuellement environ 50 % des travailleurs immigrés et de 70 à 80 % des réfugiés) continuera d'augmenter.

■ Jamil Claude



Des réfugiés clandestins à l'arrivée de leur périple sur les îles Canaries (Photo: AFP)



Spécificités des relations économiques entre le Luxembourg et l'Afrique

Aide et commerce

Alors que le continent africain a été considéré au cours des trois dernières décennies du vingtième siècle comme le continent oublié de l'industrialisation et de la globalisation, l'évolution récente semble indiquer un changement. Des taux de croissance supérieurs à 6 % dans de nombreux pays et une implication plus large dans l'économie mondiale depuis le début du millénaire pourraient permettre de sortir de l'isolation, voire de la marginalisation. La diversification géographique des exportations (vers l'Asie, et notamment vers la Chine) semble changer la donne pour l'Afrique et pour l'Europe. Même si les échanges du Luxembourg avec l'Afrique restent modestes, les relations économiques sont marquées par certaines particularités, dont le fait que le montant de l'aide au développement fournie par le Luxembourg dépasse la valeur totale des exportations africaines de biens et de services au Luxembourg.

■ Rassemblant environ 800 millions d'habitants, le continent africain compte 54 pays qui présentent de nombreuses disparités: 34 pays sont classés parmi les plus pauvres de la planète. En termes de ressources et de conditions économiques, l'Afrique est très contrastée. Elle a l'atout de bénéficier de richesses minières et pétrolières et de disposer de conditions propices à la production de café, de cacao, de coton et d'arachides.

En revanche, elle souffre de la trop forte dépendance (monoculture) des matières premières et de la volatilité de leurs prix. A cela s'ajoutent d'autres handicaps comme les climats et les sols peu favorables à la production agricole, la médiocrité des infrastructures, les instabilités politiques et, de manière plus générale, des problèmes de gouvernance, une augmentation catastrophique de l'épidémie du SIDA et des crises alimentaires à répétition.

De 1960 à 1995, les économies africaines sont passées par une phase de développement peu prometteuse. Rares ont été les pays à connaître un réel essor économique, et la forte dépendance des produits agricoles et des matières premières s'est plutôt maintenue, voire renforcée. Sous l'effet de la tendance à la baisse des prix des matières premières – surtout dans les années 80 et au début des années 90 –, les recettes à l'exportation ont chuté, ce qui a amené de surcroît une détérioration des termes de l'échange.

Au cours de cette période, la part de l'Afrique dans les relations économiques internationales s'est sensiblement réduite, aussi bien pour les échanges de marchandises (passant de 7 % en 1973 à 2 % en 2006), que pour les investissements directs étrangers, qui représentent moins de 4 % du total mondial et qui sont très inégalement répartis. Alors que l'essor de

ÉCHANGES DE BIENS ET DE SERVICES ENTRE LE LUXEMBOURG ET L'AFRIQUE EN 2006

Unité: millions d'euros

	Exportations		Importations	
	Biens	Services	Biens	Services
Afrique	83	115	20	60
Afrique du Sud	23	57	2	20
Afrique du Nord	26	17	5	25
Autres pays d'Afrique	34	41	13	15

Source:

Biens: STATEC (Statistiques du commerce extérieur) / Services: BCL/STATEC (Balance des paiements)

certaines économies émergentes d'Asie et d'Amérique latine s'est fait par une ouverture régulée, l'Afrique a été – à quelques exceptions près – exclue de ce processus de spirale vertueuse.

Redressement des cours du fait de la Chine

Depuis le début de ce millénaire, la situation a toutefois légèrement changé à la suite du redressement (surprenant) des cours des matières premières, sous l'impulsion notamment de la demande de la Chine. L'amélioration de la situation s'est même renforcée au cours des dernières années.

Elle s'explique toujours en priorité par des facteurs extérieurs positifs tels que le dynamisme de la demande étrangère, entraînant une hausse substantielle de la valeur des exportations et des termes de l'échange (respectivement de 45 % et 26 % au cours des trois dernières années), mais aussi – et ceci est sans doute plus fondamental – par la forte progression de la productivité et la croissance des investissements (notamment en infrastructures).

Au cours des dernières années, le taux de croissance a été de l'ordre de 5 à 6 % en moyenne pour l'ensemble du continent, pour s'approcher ainsi de la cible (7 %) à atteindre pour que l'Afrique subsaharienne puisse réaliser l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD). Malgré une démographie galopante, le continent enregistre même une évolution positive du PIB par habitant (+3,5 % en 2006 et des perspectives positives pour 2007 et 2008, contre 1 % seulement de 1997 à 2002).

Au niveau des relations commerciales, la demande renforcée

en provenance d'Asie commence à modifier la structure géographique des échanges extérieurs. Même si l'Union européenne reste de loin le principal partenaire commercial, sa part relative s'est sensiblement réduite: de 60 % en 1990 à 37 % en 2005. En revanche, les Etats-Unis (de 27 % à 35 %) et la Chine (de 1 % à 13 %) ont vu leur part respective progresser.

En 2005, la Chine absorbe à elle seule 25 % des exportations de matières premières africaines. Néanmoins pour aucun des partenaires commerciaux cités, les importations en provenance de l'Afrique ne représentent plus de 2 % de leurs importations totales.

Toute proportion gardée, les relations économiques du Luxembourg avec l'Afrique enregistrent une double différence par rapport à celle des autres pays industrialisés: la part relative de l'Afrique a toujours été plus modeste et le redressement n'est pas (encore) perceptible en 2007.

La part relativement plus faible s'explique entre autres par une orientation proportionnellement plus forte sur les marchés limitrophes du Luxembourg, ainsi que par des particularités des relations commerciales du Luxembourg et de sa structure de production (cf. encadré).

Echanges directs et consommation indirecte

En revanche, lorsque l'on fait la comparaison par rapport aux seuls échanges extra-UE de marchandises de chaque Etat membre, la position relative change et le Luxembourg trouve une place au milieu (12^e). Les produits métalliques et les biens d'équipement représentent plus des trois quarts des produits exportés vers l'Afri-

que, contre un peu plus de la moitié pour les exportations totales. Compte tenu de sa taille et de son degré de développement, le Luxembourg s'approvisionne pour une très large part des produits à l'étranger. Les statistiques sur les importations renseignent sur les pays partenaires à la commercialisation des produits. Ceci ne veut pas dire que la provenance des produits coïncide toujours avec leur origine. A titre d'exemple, différents fruits et légumes d'origine africaine sont livrés au Luxembourg par des négociants belges ou français.

Aujourd'hui, cette différenciation est encore plus prononcée que par le passé, étant donné que pour beaucoup de produits, des transformations sont réalisées dans plusieurs pays (le long d'une chaîne de production s'étalant sur plusieurs pays, voire continents).

Dès lors, même si les importations directes d'Afrique sont très faibles, il n'est pas exclu que certains produits africains ne soient intégrés dans des produits consommés au Luxembourg, comme par exemple pour des produits agricoles (café, thé, coton, arachides, fruits) ou des matières premières et énergétiques.

Cela peut se produire dans le cas où le revendeur de produits de base réalisant sa transaction commerciale avec le Luxembourg se trouve ailleurs qu'en Afrique; cela est encore plus fréquemment le cas lorsque le produit de base d'origine africaine est intégré dans un produit semi-fini ou fini importé par le Luxembourg en provenance d'un pays «non africain».

Des situations semblables – mais sans doute moins fréquentes – peuvent se présenter à l'exportation. Ceci tient entre autres au

processus de globalisation entraînant un rallongement des chaînes de production. A cela s'ajoute le fait que le Luxembourg est depuis longtemps spécialisé dans la production industrielle de biens intermédiaires qui sont majoritairement destinés à des usines de transformation finale souvent localisées dans les pays limitrophes.

Rallongement des chaînes de production

Ayussi des produits intermédiaires réalisés au Luxembourg peuvent-ils se trouver intégrés dans des exportations finales d'autres pays (voisins) vers l'Afrique; à titre d'exemple: des pièces détachées de voitures produites au Luxembourg et intégrées dans des voitures exportées d'Allemagne ou de France.

Tant à l'exportation qu'à l'importation, les relations commerciales directes ne reflètent donc qu'imparfaitement l'interpénétration des économies. En Afrique et au Luxembourg, il peut y avoir consommation de produits de la zone partenaire, sans qu'il y ait eu échange direct.

Les importations directes en provenance de l'Afrique sont cependant extrêmement faibles et se chiffrent à moins de 1 % des importations totales du Luxembourg. Les produits de base pour les industries pneumatique et textile ainsi que les produits agricoles représentent l'essentiel des importations. Ces informations sur les approvisionnements directs ne fournissent qu'une vue partielle sur le volume réel de produits africains consommés au Luxembourg, comme il est précisé dans l'encadré.

Le montant total des échanges de services avec l'Afrique dépasse globalement celui du commerce de marchandises. L'écart est toutefois moins prononcé que pour le total des échanges du Luxembourg où les services sont trois fois supérieurs aux marchandises.

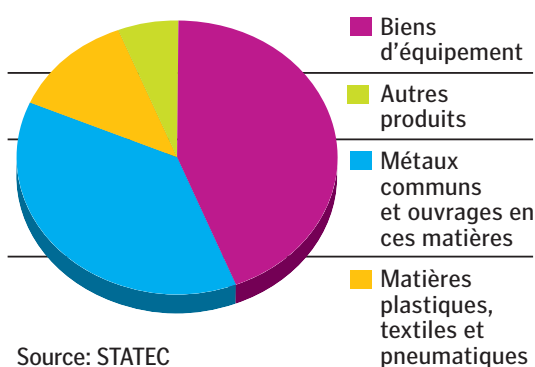
La moitié des exportations de services du Luxembourg en Afrique est réalisée avec la République d'Afrique du Sud. La raison essentielle est bien sûr la part prise par les services financiers. Parmi les autres domaines des services, l'on retient surtout les services de transport, le tourisme, les services de communication et divers services aux entreprises.

Les transferts à l'Afrique au titre de l'aide publique au développement (APD) se chiffrent en 2007 à quelque 100 millions d'euros, soit 40 % de l'APD totale du Luxembourg. Ainsi ces transferts sont supérieurs à la recette totale des exportations directes de biens et de services d'Afrique au Luxembourg (c'est-à-dire. les importations du Luxembourg).

Les cinq principaux pays bénéficiaires de l'APD (dans l'ordre de 2007: Sénégal, Cap Vert, Burkina Faso, Niger et Mali) ont reçu chacun entre 10 et 15 millions d'euros et ont absorbé les deux tiers du montant total. A ces transferts publics, il convient d'ajouter l'aide privée des ONG et les envois de fonds des travailleurs. Ces derniers sont estimés en 2007 à plus de 5 millions d'euros, dont la moitié est envoyée au Cap Vert.

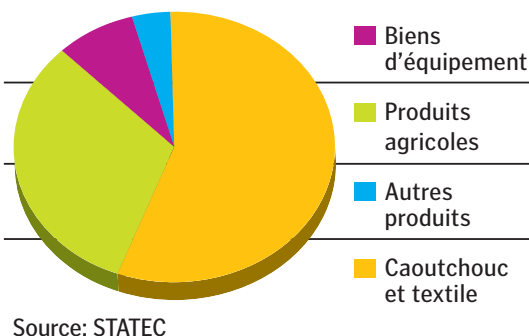
■ Guy Schuller

STRUCTURE DES EXPORTATIONS DU LUXEMBOURG VERS L'AFRIQUE EN 2006



Source: STATEC

STRUCTURE DES IMPORTATIONS DIRECTES DU LUXEMBOURG EN PROVENANCE DE L'AFRIQUE EN 2006



Source: STATEC

Les flux migratoires entre l'Afrique et l'Europe

Démystifier les mots et les chiffres

Deux cent millions: c'est le nombre de personnes qui, selon les sources officielles, ont quitté leur pays en 2005 pour se forger une nouvelle existence ailleurs. Si l'on se fie aux statistiques, le nombre d'émigrants serait monté en flèche au cours des vingt-cinq dernières années: une vision des choses que les chercheurs du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) tentent de relativiser.

■ L'«immigration africaine»: quand un Européen entend cette expression, il s' imagine aussitôt des gens agglutinés sur un bateau de fortune et s'embarquant dans une traversée hasardeuse de l'Atlantique vers les Canaries ou d'autres rives de la côte européenne, sans être sûrs d'en ressortir vivants.

Mais ces immigrants clandestins, aussi tragique que puisse être leur destin, ne sont pas représentatifs du phénomène des flux migratoires entre les continents africain et européen dans son ensemble, car ils n'en constituent qu'une part infime.

Depuis que circule en Europe la peur d'une vague d'immigration en provenance d'Afrique, les experts du CSAO, organisme rattaché à l'OCDE, redoublent d'efforts pour tordre le cou à des préjugés plus ou moins fondés, en s'appuyant sur des faits et des contre-arguments: «Prenez par exemple le nombre de migrants, passé de 100 millions en 1980 à 200 millions vingt-cinq ans après. La dissolution de l'URSS ayant été comptabilisée statistiquement dans les migrations, l'ampleur du phénomène est en réalité bien moindre», précise Laurent Bossard, directeur adjoint du CSAO.

Dans les deux sens

Lors du passage au nouveau millénaire, cent millions de personnes étaient en migration

dans les pays de l'OCDE. La moitié d'entre elles venaient d'un autre Etat membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Les flux migratoires sont donc loin de ne circuler qu'à sens unique du sud vers le nord.

M. Bossard trouve regrettable que seules les personnes en provenance d'Afrique soient considérées comme des immigrés dans leur pays d'accueil, contrairement aux Européens.

«Il faut contrôler les flux migratoires»: rien que ces mots, qui tournent en boucle dans les discours politiques, posent déjà problème aux experts du CSAO. S'il est possible de contrôler un bout de terre, on ne peut pas contrôler des personnes. Le génocide rwandais a révélé au monde entier à quels débordements peuvent conduire des tentatives aussi vaines.

Bien que la perception du grand public soit toute autre, seulement 7,2 millions de personnes venues d'Afrique vivent actuellement dans les trente pays membres de l'OCDE. Moins de la moitié d'entre eux sont issus de pays situés au sud du Sahara.

Parmi eux, moins de 1,5 millions vivent en Europe, et c'est en France, en Belgique et au Portugal qu'ils sont les moins nombreux. «Lorsqu'on voit la manière dont ces trois pays mènent leur politique d'intégration, on devine facilement comment les préjugés peuvent naître», poursuit l'expert du CSAO. A la différence de ses voisines de France et de Belgique, la population installée depuis longtemps au Portugal ne s'est pas fermée aux immigrés des anciennes colonies.

L'expert du CSAO tente également de chasser des esprits la prétendue menace que représenterait l'immigration clandestine: elle se limite à environ dix mille cas par an. La presse exagère largement son importance et la politique l'utilise comme alibi pour justifier le durcissement des lois sur l'immigration. Or, les

pays européens doivent prendre conscience qu'ils ne sont pas les seuls à souffrir de l'immigration. «Si l'on discute avec des personnes ayant dû quitter leur pays, on réalise à quel point cela a été humiliant pour elles d'avoir été obligées de partir», raconte Laurent Bossard.

Des remparts en Europe

Quoi qu'il en soit, d'après l'expert du CSAO, tenter de construire l'Europe comme un rempart à l'immigration venant du sud aboutira tôt ou tard à une impasse. Et ce sont les pays de l'Afrique subsaharienne qui en souffrent en premier lieu. Car ce continent, dont la population ne cesse de croître, souffre lui-même des flux migratoires, et ce bien plus que les pays de l'hémisphère nord. Le CSAO estime actuellement entre six et neuf millions le nombre de personnes qui, en Afrique Occidentale, sont en train de migrer. Et parmi les pays les moins pauvres, la tentation grandit de protéger une prospérité instable des flux venant des pays voisins.

L'extension de cette méfiance serait fatale à la poursuite du développement dans cette région. C'est pourquoi, dans ce cas précis, Laurent Bossard appelle à une régulation unanime du problème de migration, entre l'Union européenne, d'une part, et le groupement économique ouest-africain ECOWAS, d'autre part. Avec des velléités unilatérales d'isolement ou des accords bilatéraux, il est en tout cas impossible de venir à bout de la pression exercée par les flux migratoires sur le continent africain.

Selon Laurent Bossard, il ne fait aucun doute que l'Europe restera à l'avenir tributaire de l'immigration en provenance de l'hémisphère sud. Selon les prévisions d'Eurostat, si l'Union européenne ferme complètement ses frontières, la population active reculera de 15 millions de personnes d'ici 2030. C'est parce que

STATISTIQUES DES AFRICAINS AU LUXEMBOURG			
Nationalité	Nombre	Nationalité	Nombre
CAP-VERDIENNE	2266	BÉNINOISE	15
MAROCAINE	427	BURKINA FASO	15
CAMEROUNAISE	207	KÉNYANE	14
TUNISIENNE	206	SOUDANAISE	12
ALGÉRIENNE	205	MALIENNE	10
NIGÉRIANE	172	NIGÉRIENNE	8
CONGOLAISE (COD)	153	ÉRYTHRÉENNE	7
SUD-AFRICAINE	103	SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	6
TOGOLAISE	79	RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE CONGO	5
SÉNÉGA LAISE	75	CENTRAFRICAINE	5
ANGOLAISE	67	MAURITANIE NNE	5
ÉTHIOPIENNE	57	GABONAISE	4
CONGOLAISE (COG)	54	OUGANDAISE	4
IVOIRIENNE	50	ZAMBIENNE	4
GUINÉENNE	44	MOZAMBICAINE	3
RWANDAISE	39	TCHADIENNE	3
BURUNDAISE	32	ZIMBABWÉENNE	3
GUINÉE-BISSAU	31	LIBYENNE	2
LIBÉRIENNE	30	NAMIBIENNE	2
MALGACHE	28	TANZANIENNE	2
SOMALIENNE	24	BOTSWANA	1
ÉGYP TIENNE	22	ÉQUATO-GUINÉENNE	1
GAMBIENNE	18	MALAWIENNE	1
GHANÉENNE	16		
SIERRA-LÉONIENNE	16	Total	4553

Source: Etat civil et population du Luxembourg/Répertoire des personnes physiques / Date: 1/11/07
Graphique: Michèle Zeyen

l'Espagne, par exemple, est consciente de cette évolution démographique qu'on a opté là-bas pour une large vague de régularisation, malgré les réserves émises par les autres Etats membre de l'UE.

«Mais là non plus, on n'échappera pas à long terme à une véritable remise en question», prédit Laurent Bossard. Pour le

directeur adjoint du CSAO, une chose est sûre: dès que la baisse de la population se traduira par une diminution de l'influence politique et économique sur le plan international – ce vers quoi l'évolution actuelle tend inéluctablement –, l'Europe sera forcée de repenser rapidement sa façon de faire.

■ Joëlle Merges



Le marché de Praia au Cap-Vert: les Capverdiens forment la communauté africaine la plus importante au Grand-Duché (Photo: J. Correia)



L'immigration clandestine représente environ dix mille personnes par an (Photo: AFP)



La voix de Jean-Louis Schiltz, ministre de la Coopération

«Personne ne part de son plein gré»

La coopération au développement et la migration sont des sujets politiques qui présentent de nombreux points de contact, mais qui restent malgré tout bien distincts.

■ **La coopération au développement et la migration sont des sujets très étroitement liés. Le récent sommet Europe-Afrique a-t-il permis d'ouvrir de nouvelles perspectives?**

De manière générale, ce sommet peut être considéré comme le début d'un nouveau partenariat. Un partenariat d'égal à égal. Un des huit dossiers prioritaires qui ont été retenus concerne la mobilité, la migration et l'emploi. L'objectif consiste, d'une part, à développer l'emploi sur les plans quantitatif et qualitatif dans les pays africains, et d'autre part, à contrôler les flux migratoires tout en empêchant que ceux qui prennent la route soient victimes d'exploitation. Par ailleurs, il est prévu de mettre au point des mesures d'incitation au retour des immigrants dans leur pays d'origine.

La coopération et la migration sont-elles les deux faces d'une même médaille?

Il ne faut pas perdre de vue, c'est vrai, qu'il existe une relation entre ces deux domaines; et je ne conteste aucunement le fait que la politique de coopération et la politique de migration se recoupent en partie. Une politique doit tenir compte de l'autre. Ce sont deux domaines politiques qui ont besoin d'être harmonisés pour rester cohérents.

Cependant, on ne peut pas affirmer que la politique d'aide au développement et la politique de migration soient une seule et même politique. La coopération au développement ne

peut représenter qu'une partie de la réponse à la problématique de la migration.

En termes de coopération, la lutte contre la pauvreté doit rester la priorité absolue. Les objectifs du millénium doivent rester au premier plan. Parallèlement, la politique de développement ne doit pas fermer les yeux devant la réalité de la migration. Si nous luttons contre la pauvreté et créons des perspectives, nous supprimons à long terme les conditions favorables à la migration.

Dans ce contexte, je tiens à rappeler que ceux qui quittent leur pays ne le font guère par pur plaisir. Ils sont obligés de partir car leur pays ne leur offre plus aucune perspective. Nos ancêtres, qui ont émigré il y a environ cent trente ans, n'ont pas non plus quitté leur pays par simple goût de l'aventure. Ils ont tout laissé derrière eux car ils n'avaient plus aucune perspective d'avenir.

L'histoire de l'humanité a toujours été marquée par les migrations. Et il n'y a aucune raison que cela change. C'est pourquoi je m'oppose à toute politique favorable à l'édification de murs, que ceux-ci soient réels ou virtuels.

Pour résumer: la réponse à la question de la migration est très complexe. Elle consiste d'une part à contrôler et à réguler les flux migratoires, d'autre part à lutter contre l'immigration illégale. Mais c'est aussi et surtout une question d'intégration.

A mes yeux, toutefois, la politique de développement est une réponse plus durable dans la mesure où elle permet la création de perspectives sur place. Tous les efforts que nous entreprenons actuellement en Afrique de l'Ouest dans le cadre de l'alphabétisation, de la formation professionnelle, de l'insertion sur le marché du travail, mais aussi des



«L'histoire de l'humanité a toujours été marquée par les migrations»

(Photo: Serge Waldbillig)

microfinances, font partie de la réponse à la question de la migration.

Les gens exigent des perspectives dès maintenant, mais l'aide au développement est par définition une initiative de longue haleine. Cela ne revient-il pas à essayer de transformer un cercle en carré?

L'aide au développement n'est certes pas une affaire qu'on développe rapidement. Dans certains cas, une aide à court terme est possible; on peut par exemple aider un jeune homme sachant lire et écrire à trouver sa place sur

le marché du travail grâce à des programmes d'insertion. Grâce à des microcrédits par exemple.

Mais de manière générale, la coopération au développement doit être envisagée à moyen ou à long terme. Cependant, si nous n'entreprenons rien maintenant, les catastrophes humaines auxquelles nous sommes confrontés au quotidien dans le cadre de la migration ne sont qu'un avant-goût de la misère qui nous attend dans dix ou vingt ans. C'est pour cette raison que nous devons agir aujourd'hui.

Le flux migratoire vers l'Europe ne représente que

la pointe de l'iceberg. Les principales migrations ont lieu à l'intérieur du continent africain...

Il existe deux types de migrations sur le continent africain. D'une part, la migration des campagnes vers les villes, d'autre part, les migrations entre les pays et les régions. L'exode rural aggrave les problèmes dans les villes. Les mouvements migratoires entre les différents pays, déclenchés eux aussi par l'absence de perspectives, sont susceptibles d'accroître les tensions déjà existantes dans certaines régions. Un grand nombre d'habitants du Burkina Faso et du Mali, par exemple, ont fui vers la Côte d'Ivoire, et à un certain moment, la crise en Côte d'Ivoire a empiré, et tout à coup la question de la nationalité a commencé à avoir de l'importance.

La migration pose également le problème de «l'exode des cerveaux»...

C'est exact. Souvent, ce sont les meilleures têtes qui quittent l'Afrique. A Birmingham ou à Manchester, par exemple, il y a plus de médecins malawiens qu'au Malawi même.

Dans certains domaines, comme dans le secteur de la santé par exemple, on essaie d'empêcher l'exode des spécialistes, alors que dans d'autres, on a tendance à faire venir en Europe du personnel qualifié dans le cadre de ce qu'on appelle la «migration circulaire».

La «migration circulaire» possède certainement des aspects positifs, mais je ne vois pas comment la mettre en pratique dans son ensemble. Nous parlons ici de destins individuels, et je ne vois pas à l'heure actuelle comment résoudre cette question de manière satisfaisante en termes d'organisation.

■ Propos recueillis par Dani Schumacher



Célébration de la fête de l'indépendance au Burkina-Faso: un grand nombre d'habitants ont fui vers la Côte d'Ivoire

(Photo: AFP)



La fuite des cerveaux du continent africain vers les pays industrialisés

Des connaissances qui circulent

Le phénomène de la «fuite des cerveaux» désigne le départ massif de personnes qualifiées de leur pays d'origine vers l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord. L'Organisation internationale pour les migrations et la Commission économique des Nations unies estiment que de 1960 à 1975, 27.000 Africains ont quitté le continent.

■ Depuis 1990, chaque année, l'estimation quantitative de cette migration est de vingt mille personnes. Les politiques internationale et africaine veulent palier cette hémorragie de matière grise qui entrave le développement économique des pays du continent noir.

Le départ des scientifiques d'un pays vers un autre n'est pas une donnée nouvelle. Dans les années cinquante, la Grande-Bretagne a vu ses ingénieurs partir vers les États-Unis. Depuis quelques décennies le phénomène s'est étendu aux pays du Sud vers le Nord et depuis peu aux scientifiques de l'Est. C'est également un phénomène qui touche les pays européens entre eux.

Les pays industrialisés ont de plus en plus besoin de deux catégories d'immigrés: les immigrés prêts à effectuer un travail dur, voire dangereux, mal rémunéré et dédaigné par les ressortissants du pays industrialisé, et un personnel qualifié représenté par des experts en logiciels, des ingénieurs, des médecins et du personnel infirmier. La révolution technologique des pays du Nord, notamment avec sa croissance rapide d'industries spécialisées notamment dans les secteurs de la technologie et de l'information, a encouragé la demande mondiale de travailleurs hautement qualifiés.

Les personnes immigrées sont aussi considérées comme du personnel beaucoup plus flexible, qui ne rechigne pas à travailler la nuit ou à faire des heures supplémentaires. Enfin, le développement des systèmes de communication a augmenté et facilité l'accès au marché mondial du travail.

Par ailleurs, en Afrique, les crises économiques, le taux de chômage élevé, la violation des droits de l'Homme et le manque de services sociaux adaptés sont des facteurs qui dissuadent l'Africain qualifié de rester dans son pays. Les trois dernières années ont vu le gel des salaires des Africains et la dévaluation de la monnaie accompagnée d'une inflation galopante qui incitent au départ vers des pays possédant des environnements économiques plus sûrs offrant des salaires correspondant mieux à leur qualification. Par exemple, le pouvoir d'achat d'un médecin nigérian est de 25 % moins élevé que celui d'un médecin d'Europe de l'Ouest.

L'absence de perspective de carrière et les conditions de travail précaire avec des bâtiments délabrés et un manque d'équipement médical sont autant de

facteurs incitant à l'exil du corps médical.

Un désastre pour l'Afrique

Selon l'UNESCO, plus de trente mille Africains titulaires d'un diplôme de troisième cycle universitaire vivraient en dehors du continent et vingt-cinq mille boursiers africains venus faire leurs études dans les pays de l'Union européenne n'ont pas regagné leur pays d'origine.

En 1990, l'Organisation de coopération et de développement économique estimait à 13 millions le nombre de travailleurs migrants qualifiés originaires de pays en développement. Le Royaume-Uni par exemple, encourage la venue d'infirmières et de médecins originaires des pays en développement; depuis 1999, leur nombre a considérablement augmenté (infirmières venues des anciennes colonies britanniques).

En allant chercher du personnel en Afrique, les pays riches économisent le coût de la formation (dix fois supérieur à celui constaté sur le continent noir).

La fuite du corps médical a pour l'Afrique des conséquences désastreuses. Par exemple, au Zimbabwe, il ne reste aujourd'hui que 360 médecins sur les 1.200 médecins formés dans les années 1990, et au Ghana ce

sont 600 médecins qui sont partis sur les 800 présents sur le territoire (de 1993 à 2002). Les deux tiers de ces personnes se retrouvent sur le continent européen ou aux États-Unis.

Le taux de mortalité infantile en Afrique est actuellement de un pour dix (contre un pour deux cents en France). Il faut relever qu'au Ghana, 60 % des médecins formés dans ce pays ont quitté le pays dans les années quatre-vingt. L'Afrique du Sud a demandé aux pouvoirs publics canadiens qu'ils arrêtent de recruter leur personnel médical qualifié.

Répercussions économiques

Cette immigration entraîne également une catastrophe économique obligeant les pays africains à consacrer chaque année environ 4 milliards de dollars à l'emploi d'environ cent mille expatriés non africains pour pallier au manque de personnel qualifié.

En 1999, le Ghana aurait perdu 50 millions d'euros en frais de formation d'un personnel soignant qui a émigré peu de temps après la fin de ses études. Ce pays compte neuf médecins pour cent mille habitants contre 335 pour cent mille en France.

Les autorités du Niger poussent aussi un cri d'alarme. Le

docteur Abdoulaye Bagnou, coordinateur du cabinet du Premier ministre, explique: «Dans certains domaines, le Niger a perdu tous ses experts, nous ne savons plus comment choisir nos équipements (...) et il nous est impossible de recruter du personnel nouveau, le FMI contrôle nos dépenses.»

De 1983 à 1999, la politique internationale a mis en place, par le biais de l'Organisation internationale pour les migrations, un programme de réintégration de citoyens africains qualifiés dans le cadre de leur retour permanent. Ce programme a eu peu de succès (seuls deux mille Africains sont revenus sur le continent).

Face à cet état de fait, les communautés internationales tentent de mettre en place une autre stratégie œuvrant plutôt pour une «circulation des cerveaux» et non pour une politique «de retour impossible». Faire revenir les Africains pour des visites ponctuelles et multiples en les amenant à collaborer avec leurs compatriotes permettrait de contribuer à la croissance économique et de stimuler la recherche et la création d'entreprises sur le sol africain.

L'aide des exilés

En 2001, l'Organisation internationale de la migration lance en

collaboration avec le MIDA (Migration pour le développement en Afrique) une initiative où les communautés de la diaspora africaine jouent un rôle important.

Les pays d'Afrique devront identifier les besoins dans les secteurs prioritaires et mobiliser les compétences disponibles en utilisant la technologie (*Internet* ou autres). Une technique virtuelle permettant aux Africains exilés de partager leurs connaissances afin d'aider par solidarité leur pays d'origine.

Le projet du département de l'éducation de l'UNESCO, associé à Hewlett-Packard et datant de novembre 2006, œuvre pour cette politique de libre circulation de la matière grise. Il est destiné à équiper des laboratoires et des centres de recherche de systèmes d'interconnexions (*grid computing*) dans plusieurs pays africains (Ghana, Nigeria, Sénégal et Zimbabwe). Après une première phase d'exécution de deux ans, le projet serait étendu à d'autres pays.

Les ministères de l'Éducation des pays participant au projet choisiront, en collaboration avec l'UNESCO, les universités bénéficiaires. Relevons que ce projet fait suite à un premier projet lancé en 2003 par l'UNESCO et intitulé: «Tester des solutions permettant d'enrayer la fuite des cerveaux en Europe sud-orientale».

Enfin, on peut citer le cas de l'Afrique du Sud, qui a mis en place un site web. Le *South African Network of Skills Abroad* (SANSA) invite par le biais de son site *Internet* à s'inscrire dans son réseau de compétences.

Aujourd'hui ce sont 22.000 diplômés expatriés de cinq grandes universités sud-africaines qui restent en contact avec leur lieu de formation et qui apportent leurs connaissances intellectuelles à leur pays d'origine.

Il est certes difficile d'enrayer cette fuite de personnel qualifié des pays en développement vers les pays riches. Éviter la séduction légitime des pays du Nord auprès des Africains est une mission qui peut paraître impossible tant que l'Afrique ne propose pas un développement acceptable à ses habitants.

Les échanges virtuels et réels (échanges universitaires ou autres) ne pourront empêcher des projets d'exils définitifs. Ce n'est pas seulement l'attrait de meilleurs revenus personnels qui attire les diplômés; c'est aussi le désir légitime d'exercer leur métier avec les équipements, les locaux techniques; en un mot, dans le contexte social et technologique qu'on leur a fait connaître par leur formation.

Paradoxalement, une aide qui ne serait pas adaptée pourrait augmenter les départs. L'Afrique d'aujourd'hui ne peut combattre l'attrait des pays développés, mais elle peut profiter des divers programmes internationaux pour mettre en œuvre les projets les plus respectueux de son avenir.

■ Isabelle Ducreuzet



(Caricature: Olivier Jaminon)



La voix de Nicolas Schmit, ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

Contrôler l'immigration

Le Luxembourg est et demeure un pays d'immigration. La classe politique est d'accord sur ce point. Etant donné que la région frontalière et l'Europe ne suffiront plus, à l'avenir, à satisfaire le besoin de main-d'œuvre, l'immigration comptera de plus en plus de visages asiatiques ou africains.

■ **Monsieur le Ministre, des boat people continuent de laisser leur vie pour tenter d'atteindre le continent européen. De telles tragédies peuvent-elles être évitées grâce à une bonne politique de l'immigration?**

Aussi tragiques que puissent être ces images, nous ne devrions pas perdre de vue que le nombre de réfugiés illégaux enregistre une

baisse constante, tout comme le nombre de victimes.

Les raisons sont multiples. Ainsi, le dialogue que nous avons mené avec certains pays d'origine a porté ses fruits. Nous nous efforçons également d'ouvrir les yeux aux gens avant qu'ils ne prennent le chemin de l'Europe. Et bien entendu, l'UE a renforcé la protection de ses frontières extérieures.

Justement, on a l'impression que l'UE n'agit contre les flux migratoires que par des moyens de répression. Mais cela n'aide pas vraiment les personnes dans les pays en voie de développement...

Frontex étant un organisme relativement jeune, il n'est pas étonnant que l'agence européenne pour la protection des frontières attire pour l'instant tous les regards sur elle. Les autres efforts que l'UE accomplit aussi dans la lutte

contre l'immigration illégale sont par contre beaucoup moins spectaculaires.

Cela permet-il d'éviter tout à fait l'immigration illégale?

Les raisons pour lesquelles une personne quitte son pays d'origine sont très variées. Nombreuses sont celles qui fuient la pauvreté qui y sévit. Et à cet égard, beaucoup de choses auraient été faites si les pays plus riches ciblait de manière plus efficace leur aide au développement. Outre la misère économique, il existe encore bien d'autres raisons: l'impasse politique ou le taux élevé de chômage, même parmi les travailleurs bénéficiant d'une bonne formation.

Ce ne sont pas forcément les plus pauvres qui partent d'Afrique pour aller en Europe. La prospérité économique seule ne va donc pas endiguer les flux migratoires.

Aussi longtemps que ces gens seront tentés de quitter leur pays, nous devons trouver des moyens de les faire venir légalement en Europe. L'Espagne, dont l'économie n'aurait pas connu une telle croissance sans les immigrants, a démontré que l'immigration ne doit pas forcément être nuisible au pays d'accueil. Au niveau de l'UE, nous nous efforçons par conséquent de réguler l'immigration légale.

Le mot d'ordre est la migration circulaire...

J'aimerais justement préciser que pour moi, il ne s'agit pas d'une variante du concept des travailleurs étrangers (*Gastarbeiter*) des années soixante, car après le retour dans le pays d'origine, une nouvelle immigration vers l'Europe n'est pas exclue. Je vois plutôt dans la migration circulaire une tentative prometteuse de rétablir l'équilibre entre aide au développement et migration, car les personnes concernées, une fois de retour dans leur pays d'origine,



«Les sanctions ne sont pas dirigées contre les immigrants en particulier mais contre les circonstances qui permettent une immigration illégale» (Photo: Serge Waldbillig)

peuvent valoriser avec succès les expériences acquises en Europe.

Et pour que l'attrait du retour au pays soit encore plus grand, nous devons investir dans la stabilité économique et démocratique des pays d'origine. Nous pourrions y apporter les expériences que nous avons acquises dans le domaine de la microfinance. Par conséquent, mon collègue Jean-Louis Schiltz et moi-même attendons de la part du commissaire européen compétent des propositions sur la manière dont on pourrait inciter les immigrants, qui transfèrent régulièrement des sommes d'argent plus ou moins importantes dans leur pays d'origine, à réaliser des investissements novateurs.

Jusqu'à présent, l'immigration au Luxembourg était

essentiellement européenne. Les immigrants d'Afrique ne jouissent pas forcément de la meilleure réputation...

... parce qu'ils font l'objet d'un sentiment de suspicion générale à cause des réseaux de trafiquants de drogue qui avaient été constitués par une minorité de demandeurs d'asile. Mais nous avons entretemps maîtrisé ce problème.

Peut-on interdire l'immigration illégale par une loi?

Le nouveau projet de loi sur l'immigration prévoit bien entendu des sanctions plus lourdes. Toutefois, celles-ci ne sont pas dirigées contre les immigrants en particulier, mais contre les circonstances qui permettent une immigration illégale. Il s'agit en d'autres termes des bandes de passeurs et des employeurs qui engagent des travailleurs sans permis de séjour en règle.

A l'avenir, seuls les immigrants hautement qualifiés seront-ils les bienvenus dans ce pays?

Vu que la main-d'œuvre disponible en Europe ne satisfait apparemment plus les besoins de l'énorme place financière, il n'est pas étonnant que le projet de loi vise en premier lieu les personnes hautement qualifiées. Nous aurons toutefois aussi besoin de personnes moins bien qualifiées lorsque nous voudrions par exemple développer notre système de soins pour les personnes âgées.

Vu le défi que représente l'immigration, ne serait-il pas plus judicieux de concentrer les compétences politiques dans ce domaine dans un seul ministère?

Quel est l'intérêt pour un ministre d'exiger une meilleure intégration des étrangers s'il ne peut pas transformer ses paroles en acte? Au lieu de créer un superministère peu incisif, il faudrait apporter plus de cohérence dans la politique gouvernementale. Nous avons déjà franchi les premières étapes dans cette direction, même si cela s'est fait tout récemment.

■ Propos recueillis par Joëlle Merges



L'agence européenne Frontex a pour mission de protéger les frontières extérieures de l'Union européenne (Photo: AP)

Migration et développement dans les textes de l'UE

Décembre 2002: première communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur l'intégration des problématiques de la migration dans les relations de l'UE avec les pays tiers. C'est la première fois que l'on parle clairement du lien entre la migration et le développement.

Conclusions du Conseil du mois de mai 2003: les conclusions reflètent un début de réflexion sur l'interdépendance entre migration et développement et demandent à la Commission de faire des propositions concrètes pour améliorer les synergies. Elles soulignent qu'une politique de la coopération au développement efficace et cohérente fait partie intégrante d'une politique de migration réussie. Les ressources de la coopération sont à réserver à la réduction de la pauvreté et à la réalisation des Objectifs du Millénaire. La poursuite d'une politique de migration plus efficace et ciblée ne doit pas se faire au

détriment des ressources de l'UE réservées à la politique de la coopération.

Fin 2005: nouvelle communication de la Commission sur une liste de priorités d'actions pour la mise en oeuvre d'une politique de migration touchant, e.a., au domaine du développement, des relations extérieures et de la politique européenne de voisinage avec une attention particulière pour l'Afrique.

Conclusions du Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005: adoption d'une approche globale sur les migrations. Cette approche est composée de trois piliers (coopération au développement, lutte contre l'immigration illégale, migration légale). Les conclusions stipulent «qu'il importe de s'attaquer aux causes profondes des migrations par exemple par la création de moyens d'existence et l'éradication de la pauvreté dans les pays et régions d'origine, l'ouverture des marchés, la croissance

économique et la bonne gouvernance, et de la défense des droits de l'Homme».

Consensus européen sur le développement, décembre 2005: stipule également que la migration doit être un facteur positif pour le développement, à travers la promotion de mesures concrètes destinées à renforcer leur contribution à la réduction de la pauvreté.

Conférence de Rabat sur la migration et le développement, juillet 2006: la Conférence de Rabat constitue à ce sujet un tournant important. Cette initiative de l'Espagne et du Maroc, à laquelle la France s'est jointe par la suite, a réuni plus de 60 pays d'Europe et de l'Afrique maghrébine ainsi que des organisations internationales. La déclaration adoptée prône un partenariat euro-africain pour gérer d'une manière plus optimale les flux migratoires et propose un plan d'action.

Conférence ministérielle UE-Afrique de Tripoli sur la migration et le développement, novembre 2006: conférence ayant pour but d'opérationnaliser les engagements pris à Rabat.

La déclaration de Tripoli insiste sur l'urgence d'éradiquer la pauvreté et de réaliser les OMD pour apporter une solution durable aux problèmes de la migration. Elle souligne le besoin d'assurer que les politiques de l'Europe menées dans le domaine du commerce, de l'agriculture et de la pêche produisent un impact positif sur la situation socioéconomique des pays africains.

Conclusions sur la cohérence des politiques du Conseil des ministres de la Coopération au développement du 19 novembre 2007: vu l'importance de la question de la migration pour le Portugal, des conclusions ont été adoptées à ce sujet lors du dernier Conseil.



Portraits d'Afrique

Patricia Johnson Dickson

Patricia est originaire du Liberia, pays de la côte ouest de l'Afrique. En juin 2004, elle débarque avec son mari à Luxembourg pour demander l'asile politique. C'est à la suite de l'assassinat de son père et de son beau-père que Patricia décide avec son mari de demander de l'aide aux soldats de l'ONU au Liberia, car ils sentent bien que leur vie était également en danger.

Quand les forces rebelles ont débarqué dans son village, ils ont d'abord cherché les chefs de clans dont son père et beau-père faisaient partie. Lorsqu'ils les ont trouvés, ils les ont emmenés de force. Patricia retrouve leur corps sans vie abandonnés dans la rue.

Enceinte de trois mois, elle n'est pas épargnée par la violence. Abusée physiquement et psychologiquement, elle perd sur le champ l'enfant qu'elle porte; elle n'est plus retombée enceinte depuis. La brutalité augmente à vue d'œil. Patricia sauve sa vie en montant à bord d'un navire de l'ONU.

A son arrivée à Luxembourg, bouleversée par ce qui lui arrive, Patricia se renferme sur elle-même. Elle entreprend toutefois de premières démarches pour la demande d'asile.

Une fois installée au foyer pour demandeurs d'asile, à la rencontre d'autres Africains qui partagent en partie la même culture, elle reprend progressivement confiance en elle: «Je n'étais plus tellement seule. J'avais mon mari à mes côtés, mais j'ai constaté qu'il y



avait d'autres personnes qui avaient les mêmes soucis.»

Patricia n'a toujours pas obtenu son statut, mais pour elle, le plus important est le fait d'être vivante et de ne plus avoir peur pour sa vie et celle de son mari.

Par ailleurs, elle considère que c'est aux migrants de montrer à la société d'accueil qu'ils sont prêts à accepter les règles et à s'adapter.

Patricia est actuellement occupée dans le projet *Go4lunch* et danse au sein du groupe de musique *Africulture*. «Quand je danse, je me sens par moments revenir en Afrique. Cela ne me dérange guère que quelqu'un me regarde ou non.»

Patricia considère qu'un vivre ensemble plus harmonieux est possible à condition que les personnes issues de différentes cultures restent sincères les unes envers les autres, et surtout si l'on élimine les préjugés.

Dans ce supplément, il est question de se pencher sur la question des relations humaines entre l'Afrique et l'Europe et inversement, posons-nous la question de l'accueil d'un Européen en Afrique.

■ Un exemple parmi d'autres, Violaine Fourile s'est engagée dans l'humanitaire. Pourtant, elle n'y était pas plus prédestinée au départ que n'importe quelle autre Européenne.

Française de nationalité, Violaine suit dans un premier temps des études de gestion. Son diplôme en poche, elle s'investit dans un service volontaire à Cologne en Allemagne.

Après cette expérience, Violaine trouve un travail dans une institution financière mais comprend vite qu'elle ne parvient pas à s'épanouir. Elle se décide pour l'humanitaire. «J'avais envie de me sentir utile», m'explique-t-elle, «et je voulais connaître d'autres cultures, mais le plus important restent les échanges humains».

Avant son départ, elle confirme ses motivations en s'engageant au sein du groupe de jeunes de l'ASTM. Violaine contribue à mettre en place un premier projet de microfinance, qui lui ouvre les portes de l'Afrique, en particulier au Togo et au Bénin.

Sûre de son choix et très motivée, elle cherche alors à rejoindre une première mission sur le terrain.

La tâche devait se révéler plus difficile que prévue. Il ne suffit pas d'avoir de la bonne volonté et de la motivation, les critères de

Violaine Fourile



sélection sont généralement sévères. Persévérante, elle trouve finalement une association qui prend ses motivations et ses compétences au sérieux. La DCC (Délégation catholique pour la coopération) lui confie des responsabilités dans le cadre d'un projet d'assistance aux réfugiés urbains financé par le Haut commissariat aux réfugiés au Burundi. La mission consiste à proposer aux réfugiés urbains une assistance sanitaire, éducative, sociale et économique.

Livrée à elle-même sur le terrain, elle constate que tous ses stéréotypes d'Européenne par rapport à l'Afrique s'effondrent: la découverte d'une autre culture qu'elle avait ambitionnée se révèle plus difficile que prévu. Les rapports de force avec certains réfugiés au départ jouent également un rôle important. Les doutes surgissent alors, pas seulement face aux difficultés mais également par rapport à l'efficacité de son travail. «Au final, l'expérience reste enrichissante.

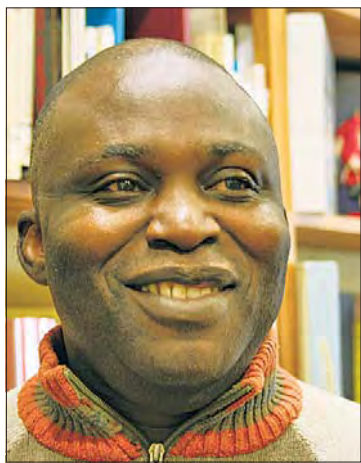
Après deux ans en Afrique, on comprend forcément mieux dans la pratique les difficultés quotidiennes des Africains.» Ce qui explique en partie les motivations des Africains de vouloir rejoindre le Vieux Continent au péril de leur vie. «Le Burundi est un pays en guerre depuis plus de dix ans, l'Europe c'est comme un rêve pour eux. Ils rêvent de notre confort», lâche-t-elle. Cette image qu'ils perçoivent de l'Europe les décide à quitter leur pays, en quête de meilleures conditions de vie.

Un autre exemple: la fuite des cerveaux au Burundi. Les médecins y sont très rares. «Pour éviter cet exode de matière grise, il est indispensable de renforcer la coopération dans la création de structures locales pour pallier aux besoins des professionnels comme les médecins et aux besoins d'assistance de la population.»

Les Européens véhiculent par ailleurs une image de pouvoir et d'argent. D'un côté, on se sent attendu, surtout dans les situations de crise. Les autochtones tendent facilement la main en quête d'assistance permanente, ce qui ne favorise pas l'autodéveloppement et renvoie directement au questionnement sur l'efficacité à long terme du travail humanitaire. «D'un autre côté, si nous n'aidons pas ces gens, personne ne les aidera», se résigne Violaine.

Après deux ans au Burundi, Violaine se prépare pour une nouvelle mission, cette fois sous l'égide de MSF Luxembourg. Elle occupera un poste d'administrateur financier à Kinshasa, au Congo, pendant neuf mois.

Mubikayi Lu-Kashadi



Espagne. Lorsque Mubi eut l'âge de fréquenter l'université, ses tuteurs lui dénichèrent une bourse et il partit pour Madrid.

La première difficulté fut la langue. Pour s'en sortir, Mubi a suivi un an de cour intensif de langue espagnole. Un Africain suscitait à l'époque la curiosité de la société espagnole, mais il considère avoir été bien accueilli.

En troisième année universitaire, il décida de se marier. La bourse ne suffisait alors plus pour nourrir une bouche supplémentaire.

Mubi entama des petits jobs de sécurité dans plusieurs bars madrilènes pour subvenir aux besoins de sa famille. Soucieux de bien accomplir sa tâche d'agent de sécurité, il décida de partir en France pour suivre une formation spécialisée dans ce domaine pendant treize mois. De là, il rejoignit un oncle qui vivait en Belgique.

Après un mois, on lui proposa un travail de sécurité dans une boîte de nuit à Luxembourg. Dès son arrivée, Mubi s'intéressa au milieu associatif luxembourgeois, ce qui lui facilita son intégration.

Détenteur de la nationalité espagnole également, il ne connut pas de problèmes de régularisation lorsqu'il arrive au Grand Duché.

Il estime qu'il existe une certaine méfiance entre les arrivants et les accueillants dans la société luxembourgeoise, méfiance due à la peur de l'inconnu, mais qui pourrait s'estomper en stimulant la rencontre entre les différentes cultures.

Mubi, comme on l'appelle communément, est originaire du Congo. Il vit et travaille au Luxembourg depuis 1990.

Le Grand-Duché ne constitue cependant pas son premier contact avec le continent européen. Avant le Luxembourg, son trajet est passé par l'Espagne, la France et un bref passage en Belgique. Interne pendant son enfance dans une école catholique au Congo, le seul contact qu'il a eu pendant cinq ans avec sa famille était sa grand-mère. Son père avait été arrêté par les autorités suite à son engagement pour l'indépendance et avait fui par la suite pour se retrancher dans son village natal. Les frères et sœurs de Mubi ainsi que sa mère ont rejoint son père.

Les curés espagnols qui s'occupaient de lui l'invitèrent une première fois en vacances en

Arcelinda Maria Almeida



Arcelinda Maria Almeida entourée de membres de sa famille

■ Mère de trois enfants, Arcelinda est aujourd'hui une femme épanouie et se considère intégrée dans la société luxembourgeoise. Né au Cap Vert en 1969 sur l'île de Saô Nicolau, elle décide de s'installer avec sa famille au Luxembourg en 1997.

Ce n'était cependant pas son premier contact avec le continent européen. Arcelinda avait déjà travaillé en Belgique avant d'arriver au Grand Duché. Jeune mère et sans grand espoir de trouver un travail dans son pays natal, elle se décide de prendre le chemin de l'immigration. Une tante qui vivait à Anvers

l'invite à la rejoindre et une semaine après son arrivée, elle trouve du travail au sein d'une famille francophone juive. Sans papiers et sans savoir parler la langue, l'adaptation initiale n'a pas été facile, même si elle considère aujourd'hui qu'elle a été bien accueillie. Sa fille aînée était restée au Cap Vert au départ, mais a rejoint la famille quelques années plus tard. Lorsque la famille décide de s'installer au Luxembourg, une procédure de régularisation est entamée pour Arcelinda. Elle reprend du travail après que les démarches administratives furent conclues.

Ouvrière dans une institution pour personnes âgées, elle regrette le fait de ne pas parler la langue luxembourgeoise pour s'intégrer davantage. Elle garde toutefois une image positive de la société d'accueil. «Je ne me suis jamais sentie discriminée», avoue-t-elle, et «mes enfants sont parfaitement intégrés».

Textes:
Joaquim Monteiro
Photos: ASTI



Entre l'Afrique et l'Europe

Robert Bodja

Robert Bodja est originaire d'un petit village au Togo. A cinq ans, il part avec sa famille s'installer à Lomé, ville dans laquelle il poursuit ses études. Journaliste de profession, il commence sa carrière professionnelle au sein de la rédaction du premier quotidien du Togo, à l'époque soumis à un régime dictatorial.

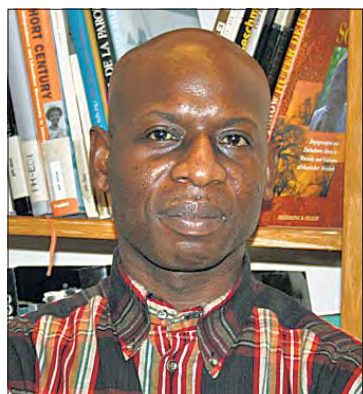
■ Inspiré du modèle républicain français dans la forme, le régime togolais ne tolérait cependant pas le multipartisme ni la liberté d'expression. Très vite, les souhaits journalistiques d'objectivité et de vérité de Robert, rejoint par quelques collègues, se sont heurtés aux limites imposées par le pouvoir.

Poursuivi, Robert décide de fuir vers le pays voisin, au Bénin, où il obtient une première aide de la part des amis de son père assassiné.

En 1991, il débarque au Luxembourg en tant que fugitif et décide de prendre contact avec Caritas Luxembourg dans l'espoir de résoudre son problème.

Après indication, il se rend au Bureau des passeports pour expliquer sa situation, mais à sa grande surprise, il est soumis pendant plus de deux heures à un interrogatoire conduit par une dizaine de policiers. La police l'emmène ensuite dans un foyer pour y passer la nuit.

«Je passais de surprise en surprise», me confie-t-il. La surprise s'est transformée en humiliation lorsque son voisin de chambre, qui dormait dans le lit supérieur d'une structure superposée, a décidé de donner libre cours à ses besoins



naturels en pleine nuit. Le lendemain, sans vêtements pour se changer, l'interrogatoire reprend, mais Robert décide de se faire assister par un avocat. S'ensuit une visite médicale pendant laquelle le médecin traitant le menace de retour forcé s'il ne raconte pas la vérité sur son histoire. Complètement déboussolé, Robert ne comprend pas: lui qui venait de fuir un régime de dictature n'apprécie guère la démocratie européenne.

Après quelques heures de divagation au centre-ville et de lecture à la bibliothèque nationale, il se rend au foyer pour passer une deuxième nuit de calvaire. Robert passe trois mois dans ce foyer de nuit, alors que le temps moyen prévu est d'une semaine.

C'est suite à l'intervention de son avocat que Robert est finalement transféré dans un foyer pour demandeurs d'asile, ce qui n'a pas été pour autant la fin de ses surprises. Une fois dans ce nouveau foyer, il a droit à une chambre qui sert aussi d'accès aux sanitaires pour tous les résidents.

En hiver, pour se chauffer, Robert emprunte en cachette une plaque électrique de la cuisine qu'il place sous son lit. Par contre c'est également au foyer qu'il rencontre d'autres Africains et demandeurs d'asile, des gens qui partagent les mêmes soucis.

Après six mois, on décide de le transférer dans une autre chambre, lui procurant un semblant de vie normale. Robert décide d'apprendre les langues du pays, d'abord l'allemand et ensuite le luxembourgeois.

Sportif depuis toujours, il rejoint l'équipe de football de Biwer et s'intéresse au milieu associatif luxembourgeois. En 1994, il devient même collaborateur bénévole au service technique du ministère de la Famille et de l'Intégration.

Dépaysé, c'est dans la musique traditionnelle africaine qu'il retrouve les sensations de son pays natal. Il lance en 1995 le groupe de musique Zimit, qui suscite très vite la curiosité et l'intérêt de la société luxembourgeoise.

Mais sa situation ne se régularise pas pour autant. Robert change alors d'avocat et obtient finalement le statut de réfugié le 10 juillet 1997, après six ans d'attente et un deuxième entretien auprès des autorités.

Robert considère aujourd'hui, que son intégration a été facilitée parce que, pendant toute la procédure de demande d'asile, il s'est toujours intéressé à la société d'accueil. Aujourd'hui, il travaille à l'ASTM en qualité de responsable de coordination Nord-Sud du Klimabiindnis et a adopté la nationalité luxembourgeoise.

Pedro dos Santos Lima

Pedro Dos Santos Lima a à peine quinze ans lorsqu'il pose les pieds pour la première fois à Luxembourg en 1972, venant de São Vicente au Cap Vert. Son père, qui vivait déjà au Grand-Duché, a tenu à ce que sa famille le rejoigne.

■ Le regroupement familial ne se fait pas sans heurts: de longues procédures administratives font que la famille se retrouve d'abord en secret, et ce n'est qu'en 1973 que les Dos Santos peuvent sortir de la clandestinité. Comme la plupart des immigrés, ils ont quitté leur terre natale à la recherche d'une vie meilleure et plus stable.

Dès son arrivée à Luxembourg, M. Dos Santos doit chercher du travail, car la situation matérielle de sa famille n'est pas brillante. Il trouve un emploi dans la construction, passe par différents postes dans la restauration pour finalement rejoindre le secteur industriel.

Il travaille pour le même patron depuis trente-trois ans, mais c'est pendant son expérience dans la restauration qu'il apprend le français au contact de francophones.

Dépaysé à quinze ans, M. Dos Santos rencontre dans le froid de l'hiver luxembourgeois de premières difficultés d'adaptation. Aux conditions météorologiques s'ajoute la curiosité de la société luxembourgeoise envers un ressor-



tissant africain. «Les regards étaient remplis de curiosité, car il n'y avait pas beaucoup d'Africains au Luxembourg.»

Mais les barrières et les cloisons entre les différentes communautés ne sont guère perméables, de sorte qu'un vrai contact est difficile. Avec les jeunes de son âge, M. Dos Santos parvient à échanger des idées, mais les personnes plus âgées sont assez conservatrices.

M. Dos Santos fait aussi plusieurs expériences de discrimination: ainsi, il est souvent le dernier servi chez le boulanger alors qu'il était le premier dans la file d'attente. Même si de pareilles situations surviennent encore, il avoue que la situation a évolué.

Très tôt, M. Dos Santos a voulu s'engager pour la communauté capverdienne du Luxembourg. Il fait ses premiers pas dans le milieu associatif par le biais du sport, rejoignant l'équipe de football

Associação Luso Caboverdiana dont il assume dans un premier temps les responsabilités de secrétaire. Quelques années plus tard, il devient pour quatorze ans le président de ce club de football. Avec d'autres collègues, M. Dos Santos est à l'origine de l'OCL, la fédération regroupant la majeure partie des associations capverdiennes du Luxembourg.

Au-delà de son engagement auprès de ses concitoyens, il est aussi actif dans la lutte contre la pauvreté de la communauté capverdienne à Saõ Tomé et Principe.

Tout en ayant gardé sa nationalité d'origine, M. Dos Santos se considère parfaitement intégré. Son souhait le plus cher serait de voir la communauté capverdienne intégrée davantage dans la société luxembourgeoise. Il est conscient que des efforts doivent être faits des deux côtés: «L'intégration ne fonctionne pas en sens unique et il faut sortir de nos enclos respectifs.» Il est convaincu que l'aide et le soutien que le gouvernement luxembourgeois apporte au Cap Vert s'explique aussi par le comportement de la communauté capverdienne au Grand-Duché, qu'il juge positif, sans pour autant oublier l'un ou l'autre dérapage.

Lorsque l'heure de la retraite arrivera, M. Dos Santos n'est pas sûr de retourner définitivement au Cap Vert et envisage plutôt une solution d'aller et retour entre le pays qui l'a vu naître et celui qui lui a permis de grandir et de gagner sa vie.

LUXEMBOURG

Visa Touriste

Demande de visa Schengen à introduire auprès de l'ambassade qui représente le Luxembourg.

Documents exigés

invitation de la personne qui se trouve au Luxembourg avec preuves de moyens de subsistance et de logement de cette personne + billet d'avion retour + garantie que la personne retourne après l'expiration du visa. La demande est transmise à Luxembourg au Ministère des Affaires Étrangères, Bureau des passeports qui décide et informe l'ambassade en question.

Durée de validité du visa

entre 1 jour et 3 mois

Durée de traitement de la demande

entre 15 jours et 3 mois



Salarié

La firme qui veut embaucher un africain doit avoir déclaré le poste vacant à l'ADEM.

Priorité sera donnée aux demandeurs d'emploi de l'Union européenne ou toute autre personne qui est inscrite à l'ADEM.

Si l'Adem ne peut "fournir" la personne avec la qualification requise, l'employeur fera une demande de permis de travail.

Cette demande sera examinée par 7 hauts fonctionnaires et le Ministre prendra une décision

Durée de traitement de la demande de permis de 4 à 12 semaines



Sportif

En principe idem au salarié. En pratique beaucoup plus rapide.

Indépendant

Demande au Ministère des classes moyennes + garantie bancaire de 12 350 €

L'autorisation de séjour est donnée seulement sur avis positif du Ministère des classes moyennes.

Pas de base légale encore pour les indépendants de pays tiers, seulement une pratique administrative.



Etudiant

Début des études supérieures à l'Université de Luxembourg.

L'étudiant doit être originaire du Mali, Niger, Sénégal, Cap Vert ou Burkina Faso.

La demande doit être faite par le biais de l'ambassade qui représente le Luxembourg dans son pays d'origine

Date limite d'inscription est le 1er juin.

Examen d'entrée en juillet à Dakar.

L'autorisation de séjour est valable pour la durée effective des études.



Regroupement familial

Possibilité de faire venir son conjoint marié, ses enfants ou parents âgés et à charge.

La demande est introduite à l'ambassade qui représente le Luxembourg.

Preuve des liens familiaux, des moyens d'existence du demandeur au Luxembourg.

Pas de base légale encore pour le regroupement familial, seulement une pratique administrative.



Des étudiants africains fréquentant l'université du Luxembourg

(Photo: Guy Jallay)



Les étudiants africains à l'université du Luxembourg

«Un parcours du combattant»

Ils sont 263 étudiants étrangers à l'université du Luxembourg, dont 118 en provenance du continent africain. Mais tous ne suivent pas les mêmes modalités pour l'inscription. Pourquoi?

■ Selon leur origine, leur provenance ou leur nationalité, un étudiant d'un pays tiers, donc hors de l'Union européenne, voulant faire ses études au Grand-Duché doit parcourir diverses instances avant de pouvoir suivre ses cours à sa future *alma mater*. Surtout les étudiants africains souvent en manque de ressources financières n'ont pas toujours la vie facile, lorsqu'ils essayent de parvenir à bout de ce qu'ils dénomment ironiquement «le parcours du combattant».

On serait tenté de croire qu'au niveau universitaire l'inscription n'est qu'une question de simples formalités administratives. Mais il arrive trop souvent qu'un étudiant en provenance d'États tiers, doit faire preuve de persévérance pour arriver à ses fins: Que ce soit tout simplement pour s'inscrire, pour subvenir à ses besoins quotidiens, pour améliorer sa situation financière, pour avoir droit à un permis de travail, etc. Les chicanes auxquelles il se voit confronté sont multiples et il ne trouve pas toujours de l'aide.

Jean Xavier Agninda Manga est Sénégalais et depuis 2006 étudiant en droit à l'université du Luxembourg. Il s'engage pour le «Cercle des étudiants africains au Luxembourg» (CEAL), dont il est actuellement le président et raconte que c'est le fruit du hasard qui l'a mené au Luxembourg. L'Algérien Issam Tiar poursuit ici ses études en deuxième année de gestion. Il a l'avantage d'être muni d'un bac dit «européen», donc reconnu par l'administration, ce qui lui a facilité quelque peu l'inscription. Son intérêt pour le Grand-Duché fut surtout la curiosité du multilinguisme et de marquer à différence avec ses compatriotes.

Tous les deux témoignent des difficultés rencontrées avant leur inscription mais parlent aussi de ceux qu'ils rencontrent encore comme pas mal de leurs camarades africains une fois admis à l'université. Pour Agnès Rausch, membre du Conseil d'Etat et coordinatrice du «Lieu d'initatives et de services des étudiants au Luxembourg» (LISEL) ces problèmes sont symptomatiques et ne devraient pas avoir lieu d'être.

Manque de coordination

Les étudiants en provenance du continent africain désireux d'étudier au Luxembourg doivent avant tout passer un concours général dans la capitale sénégalaise à Dakar. Ce n'est que lorsque ce test a été réussi avec brio, qu'une candidature à l'université peut être déposée. Faute de consulat ou d'ambassade luxembourgeoise dans un bon nombre de pays africains, les étudiants sont obligés de s'adresser à la représentation belge pour l'ob-



Tous les vendredis soirs, le Cercle des étudiants africains au Luxembourg se réunit pour discuter des problèmes au quotidien ou pour préparer une fête

(Photo: Guy Jallay)

tention du visa d'étudiant. Et c'est là que commencent les problèmes. «Un manque évident de coordination entre le Luxembourg et les ambassades belges», affirme Madame Rausch, dont les plaintes se succèdent chaque année. Issam est arrivé avec un mois de retard sur ses cours, car son visa d'entrée n'a pas été envoyé à temps à cause de la lenteur de l'administration belge. De plus son inscription à l'université a été accompagnée des problèmes typiques d'une bureaucratie peu flexible. N'ayant pu respecter les dates fixées pour l'inscription au Luxembourg, sa place et sa chambre estudiantines, qu'il avait sagement réservées à l'avance, avaient été redistribuées à autrui. Ce n'est que sur l'intervention de la Chef du «Service des études et de la vie étudiante» (SEVE), Anne Christophe qu'Issam a pu s'inscrire et retrouver une chambre d'étudiant.

La surprise fut «de taille» lorsque Jean-Xavier découvrit pour la première fois l'université du Luxembourg: un tout petit campus, dont il n'avait pas la moindre idée. Bien qu'aujourd'hui Jean Xavier apprécie les avantages d'un endroit dont «on a vite fait le tour», dont les contacts entre étudiants et professeurs sont bien plus personnels, l'étonnement l'a tout même marqué jusqu'au aujourd'hui. «Je n'avais pas conscience que l'université était si petite». Qu'il se retrouve aujourd'hui au Luxembourg, c'est le fruit du pur hasard. «J'ai voulu suivre des études de droit. Pour cela au Sénégal nous avons généralement le choix entre la France et la Belgique. Il s'est avéré que le Grand-Duché est un pays qui s'inspire du droit français, c'est ainsi que j'ai posé ma candidature pour cette université». Mais pour avoir le droit de s'inscrire au Luxembourg, un cer-

tain nombre de conditions préalables ont dû être accomplies. Pour Jean Xavier cela signifiait de passer aussi par l'ambassade belge à Dakar et remplir les formalités comme s'il faisait une demande d'études pour la Belgique. Ayant été accepté par les autorités belges, il dut à nouveau repasser par les mêmes formalités cette fois-ci pour le Luxembourg: c'est-à-dire faire preuve d'une garantie bancaire de 1.200 euros, refaire pour 50 euros un deuxième test médical au Centre médico-social dans le quartier de la gare, que tout étudiant en provenance de pays en dehors de l'Union européenne connaît, dit en souriant l'étudiant sénégalais et de plus démontrer que l'on dispose de ressources suffisantes pour payer un loyer et une caution d'environ 650 euros.

Mais cette «galère» ne trouvait pas sa fin. Ayant pour la première fois foulé le sol européen, sa démarche auprès des autorités luxembourgeoises pour l'obtention de son séjour ne fut pas sans surprise. Cette demande de séjour dépendait du certificat d'inscription et l'inscription à l'université n'était que remise sous preuve de son permis de séjour. Une sortie de ce cercle vicieux ne fut que trouvée grâce à l'intervention des services de l'université. «Ce fut pour moi trois jours de calvaires, car sans ces papiers, je n'avais pas droit à ma chambre dans la résidence universitaire. Heureusement que j'ai pu dormir pendant ce temps chez un autre étudiant qui m'a solidement accueilli», explique Jean Xavier.

«Une affaire de riche»

Et pourtant après toutes ces péripéties, le président du CEAL se sent bien au Luxembourg. Bien qu'il étudie au Luxembourg, est pour un Africain «une affaire de

riche», car subvenir à ses besoins au quotidien est une chose bien difficile, affirme le président du CEAL. «Encore heureux que nous disposons d'une bourse d'étudiant au Luxembourg», explique Jean Xavier. Mais pas tout le monde dispose de cet argent. D'après Anne Christophe du SEVE 180.000 euros sont débloqués par le ministère de l'Enseignement supérieur à travers le CEDIES dont le déboursement est géré par l'université. Environ 3.000 euros par personne et par an ont été attribués ainsi sur critères d'excellence en 2007 à environ 60 étudiants étrangers résidant au Luxembourg, explique Madame Christophe.

Et pourtant, «si nous faisons bien les comptes, l'argent ne sert même pas à payer le loyer sur une année», affirme la coordinatrice du LISEL: «Il serait plus judicieux de proposer la chambre universitaire gratuitement, ainsi l'étudiant ne devrait pas avoir recours à diverses méthodes pour couvrir ses besoins financiers».

Toutefois l'étudiant africain doit – pour couvrir ses frais – travailler à côté de ses études pour subvenir à ses dépenses quotidiennes. Jean Xavier, par exemple, ne va jamais manger au restaurant universitaire: «Avec l'argent rien que pour le repas de midi pendant une semaine, je peux facilement manger chez moi pour deux semaines entières», explique l'étudiant.

Agnès Rausch souligne bien que la majorité des étudiants en provenance d'États tiers n'ont pas la chance d'être pris en charge par leurs parents et de profiter d'un virement bancaire mensuel. Ils sont donc obligés de chercher du travail, ce qui n'est pas toujours facile. Bien que la procédure pour l'obtention d'un permis de travail ait été quelque

peu allégée et passe, comme l'explique Anne Christophe, par le SEVE en coopération avec le ministère, il arrive toutefois – comme dans le cas d'Issam – qu'un permis se fait attendre sans raison préalable.

«Normalement la procédure prend près d'un mois pour recevoir son permis», affirme Anne Christophe. Mais dans la première année du cursus bachelor, un droit de travail n'est déjà pas attribué. De plus l'étudiant n'a droit que de maximum dix heures de travail rémunéré par semaine. Ce qui d'après Jean Xavier n'est déjà pas très pratique, car il est plus simple de trouver un employeur pour deux jours entiers que pour un jour et demi.

Afin que des employeurs soient incités à engager pendant les deux mois de vacances semestrielles les étudiants, l'Etat luxembourgeois renonce aux charges sociales pour cet emploi. De plus l'employeur peut se permettre de ne payer que 80 % du salaire minimum à un étudiant. Agnès Rausch s'interroge sur cette pratique sachant que Goodyear par exemple laisse travailler leurs étudiants les trois huites comme tout autre travailleur à plein temps.

Mais la liste des problèmes reste encore incomplète que ce soient les problèmes liés avec les transports urbains ou bien la date magique des 26 qui restreint l'étudiant dans beaucoup de domaines. Néanmoins Issam et Jean Xavier ne déplorent pas d'avoir choisi le Luxembourg comme lieu de «prédilection» pour leurs études. «C'est un pays riche avec beaucoup d'avantages. J'aimerais un jour redonner au Grand-Duché dans le cadre de la coopération ce que le pays m'a apporté», avoue en toute simplicité Jean Xavier.

■ Christophe Langenbrink



La microfinance seul instrument de lutte contre la pauvreté qui cherche l'équilibre entre l'économique et le social

Les renvois financiers des migrants dans leur pays d'origine

Ce n'est plus à prouver, nous vivons à l'ère de la mobilité. Avec la mondialisation et le fossé qui séparent Nord et Sud, les flux migratoires humains s'intensifient.

■ Ce phénomène attire l'attention des pays européens, qui s'interrogent notamment sur la question des flux financiers que cette circulation implique. En effet, ces transferts d'argent ne sont pas anodins: ils constituent une source importante de financement externe à destination des pays d'origine, ce qui nous permet d'envisager leur impact positif sur la situation économique et sociale des pays du Sud.

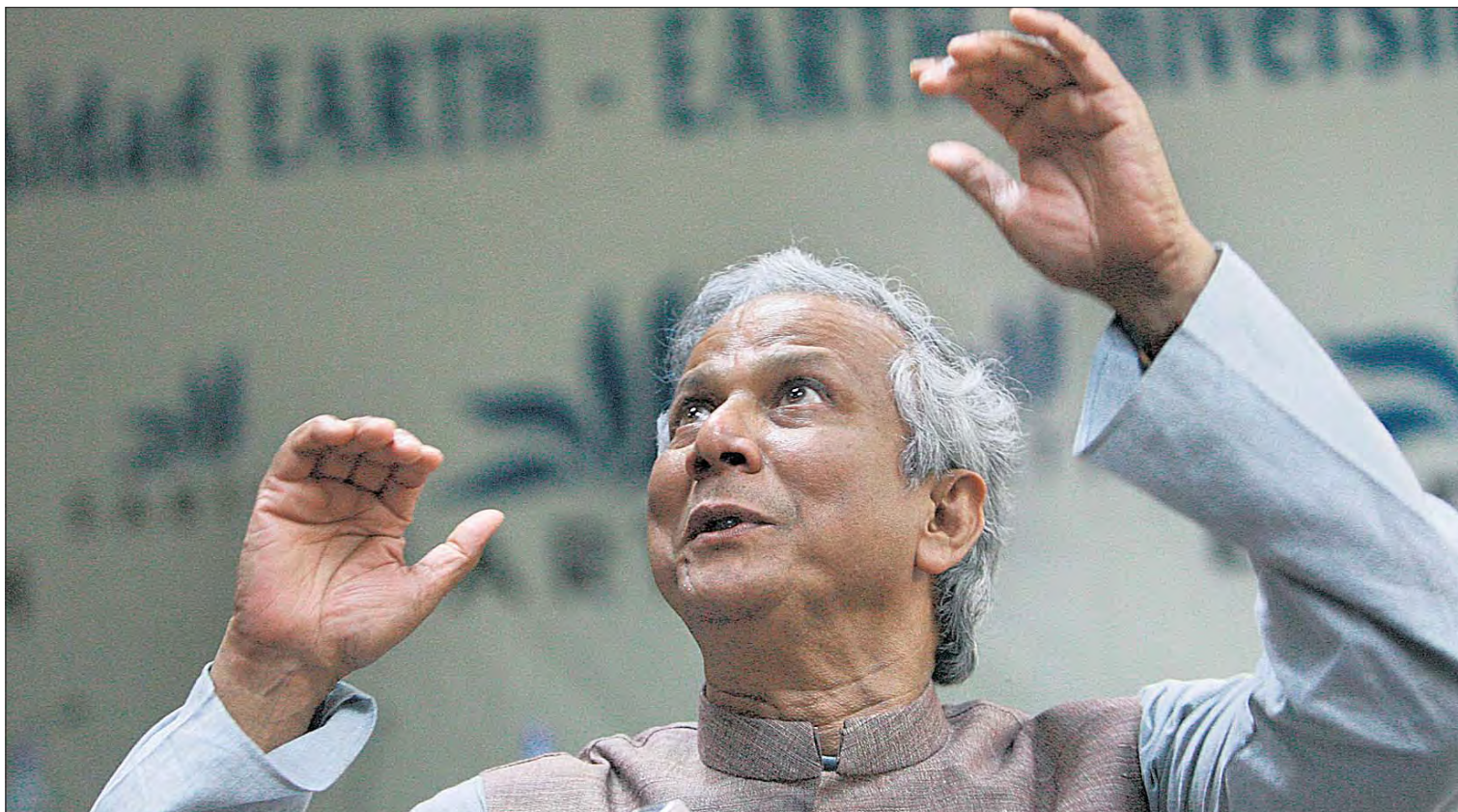
Notons d'ailleurs que ces transferts, à l'échelle mondiale, s'élèveraient à 167 milliards de dollars en 2005. Selon les Nations unies, il s'agit de la deuxième source de financement des pays pauvres. Toutefois, les statistiques ne tiennent compte que des transferts formels; or, des études nous montrent que les transferts informels sont tout aussi importants. Ainsi, selon certains experts, les estimations pourraient être supérieures d'environ 50 %, dépassant ainsi largement la barre des 200 milliards de dollars de transferts par an.

Ceci signifierait-il, à long terme, la fin de la dépendance du Sud envers le Nord? On pouvait s'en douter, la réponse est négative. Une importante part des flux envoyés par les migrants établis dans les pays du Nord passe par des voies non réglementées: l'argent transite de main en main ou via des sociétés de transfert. On pense ici à Moneygram et Western Union, qui détient le monopole en la matière.

Le succès de ces sociétés s'explique notamment par la rapidité des transferts. Cependant, leurs services sont coûteux, ce qui explique le recours des migrants établis dans le Nord à un réseau fonctionnant en dehors de toute réglementation. Parmi ces derniers, l'un des plus répandus est le transfert entre individus, ce qui implique peu de sécurité, des délais variables et un risque important de fraude.

Un renvoi d'argent de migrant se distingue grandement des autres catégories de paiements internationaux. Comme mentionné, il représente des transactions entre individus et constitue des transferts entre pays relativement riches et foyers ou individus relativement pauvres dans les pays de réception. Le montant individuel est faible, mais la fréquence de transfert est élevée (en général mensuelle). On constate une augmentation de cette fréquence durant certaines périodes de l'année ainsi que lors d'un ralentissement économique ou de difficultés dans le pays de réception.

Permettant de maintenir le contact entre les membres d'une même famille vivant dans des pays différents, ces envois de



Muhammad Yunus, fondateur de la Grameen Bank et prix Nobel de la paix en 2006

(Photo: AFP)

fonds permettent non seulement d'augmenter le niveau de vie dans le pays d'origine mais contribuent également à la croissance économique des pays concernés.

Situation de dépendance

Une partie des fonds réceptionnés est utilisée pour les besoins quotidiens de consommation, mais aussi pour investir dans le capital humain (santé, éducation, habitat) ou dans une activité génératrice de revenus.

Cependant, on ne peut parler de développement économique: non seulement, faire appel à ces services comporte des risques, mais surtout, empêche l'utilisation productive de ces flux financiers. Ainsi, le bénéficiaire se trouve en situation de dépendance vis-à-vis des mandats régulièrement attendus.

De plus, les opportunités économiques pour «sécuriser» les ressources sont peu nombreuses, et les offres proposées par les banques locales sont souvent mal adaptées aux besoins des populations pauvres, bénéficiaires – ou non – des transferts.

On peut dès lors se poser la question suivante: comment accroître l'impact de ces transferts?

Là où d'aucuns baisseraient les bras, la microfinance n'a pas dit son dernier mot, même si elle ne constitue pas en soi une solution-miracle.

Les «microbanques»

Les personnes qui ne sont pas en mesure de fournir une garantie de remboursement ainsi que les documents officiels requis par les banques dites «classiques» se trouvent exclues du système bancaire traditionnel.

Ainsi, selon des statistiques de l'ONU datant de 2006, près de 90 % des citoyens vivant dans quinze Etats membres de l'Union

européenne possèdent un compte bancaire, alors que dans les pays en développement, ce taux varie de 6,4 % (Tanzanie) à un maximum de 50 % (Brésil).

L'objectif de la microfinance est donc de fournir à cette population des services financiers de qualité et adaptés à leur situation.

Le microcrédit est le fondement de la microfinance. Il s'agit de prêter une petite somme d'argent à un individu en situation de précarité et de lui permettre de développer une activité génératrice de revenu, comme un commerce, une activité d'artisanat ou agricole, en d'autres termes, une micro-entreprise.

Les microcrédits sont alloués par les «instituts de microfinance» (IMF), également appelés «microbanques». Elles ont la particularité d'«aller vers le client», ne réclamant à ces derniers qu'une garantie du crédit sollicité. Elles peuvent assumer un rôle de relais au nom d'autres opérateurs du marché ou se positionner comme des entités spécialisées ayant leurs propres produits financiers.

Remarquons que le secteur de la microfinance s'est fortement développé ces dernières années. Il s'est donc élargi pour inclure une gamme de services plus large, comme l'assurance, l'épargne, le transfert d'argent...

Luc Vandeweerd, directeur stratégique de l'association luxembourgeoise ADA (Aide au développement autonome), explique: «Le premier besoin en Afrique ne se situe pas au niveau du crédit; le plus important est de mettre son argent en sécurité. Il faut donc promouvoir l'épargne.»

Il va de soi que cette diversification de l'offre dans le secteur de la microfinance s'accompagne d'une multiplication des orga-

nismes qui la promeuvent. Aujourd'hui, les IMF comptent une grande variété d'organisations, diverses de par leur taille, leur degré de structuration et leur statut juridique.

Source régulière

L'action d'ADA témoigne de cette diversification des activités. Avec ses partenaires des pays du Sud, l'association se propose d'élargir la palette d'offres des IMF. Sont notamment développés la micro-assurance, le crédit habitat, et l'épargne des migrants, pour des transferts productifs. Concernant ce dernier point, ADA soutient actuellement un projet de recherche visant à encourager les migrants d'Afrique de l'Ouest établis dans le Nord à recycler une partie de l'argent dans des produits financiers de type crédit-habitat.

De leur côté, les IMF gagnent à proposer un tel produit, car il s'agit d'une source régulière, placée à long terme, qui leur permet ainsi de contribuer à assurer la viabilité financière des migrants et de leurs familles. «Notre objectif est de capter une partie des envois régulièrement faits, insiste M. Vandeweerd. Ainsi, le migrant peut capitaliser de mois en mois. C'est de l'argent qui peut servir de garantie.»

Au moyen de collaborations, les IMF peuvent contribuer significativement à la consolidation et à la diversification des produits financiers, et ainsi, actionner le levier économique du développement.

Une autre alternative pour les IMF consiste en l'instauration directe d'un partenariat avec le réseau bancaire, et ainsi offrir directement aux migrants et à leurs familles un produit de transfert d'argent. En liant les transferts d'argent à un compte-épargne, l'IMF permet au mi-

grant une meilleure gestion de son argent et par là même, la concrétisation de ses projets à long terme.

Néanmoins, la microfinance connaît des limites. Par exemple, le microcrédit, bien qu'il se révèle utile auprès des personnes qui sont en mesure de le faire fructifier, et donc de garantir son remboursement, est néfaste pour ceux qui se trouvent en bas de l'échelle: leur octroyer un crédit risque d'aggraver leur situation en les plongeant dans l'endettement. Les plus exclus restent donc perdants.

Un autre argument contre le microcrédit concerne la durée de son allocation. La microfinance fonctionne très bien à court terme. Cependant, tout le monde sait qu'on ne sort de la pauvreté que sur le long terme. De même, son efficacité se limite aujourd'hui au secteur informel (services).

Néanmoins, le tableau reste toutefois largement positif: la microfinance a suffisamment fait ses preuves dans les pays du Sud. L'Assemblée générale des Nations unies a d'ailleurs bien saisi le rôle décisif que peut jouer la microfinance. En proclamant 2005 l'«année internationale du microcrédit», elle ne l'a pas seulement fait connaître au grand public, mais lui a également donné une impulsion forte.

Preuve en est: le prix Nobel de la paix 2006 a été attribué à Muhammad Yunus, fondateur en 1976 de la Grameen Bank, pour venir en aide aux plus miséreux de son pays, le Bangladesh, par l'accès à des microcrédits bancaires sans garantie. Pari réussi: aujourd'hui, la banque, qui a son siège à Dacca, est la référence en la matière: fortement décentralisée, elle compte plus de trois millions de clients.

■ Sylvie Aballeux



La lutte contre la pauvreté et les migrations du Sud vers le Nord

Une politique peut en cacher une autre

A première vue, le lien entre pauvreté et immigration semble clair: les gens qui manquent de perspectives dans leur pays natal se mettent en route, contraints et forcés, à la recherche d'un environnement plus favorable. Si l'on souhaite réduire la pression de l'immigration, il faut prendre le «problème» par les racines et contribuer au développement des régions d'origine.

■ Cet argumentaire a fait son chemin depuis quelques années au sein de la politique de coopération européenne et est manifestement devenue sa nouvelle raison d'être.

Le discours officiel en matière de politique de développement ne semble plus pouvoir aborder ce problème sans évoquer la migration illégale. Le lien entre pauvreté et immigration est bien moins évident que ce que l'on a tendance à croire, même si l'écart de richesse entre l'Europe et l'Afrique constitue l'un des principaux facteurs contribuant à la dynamique actuelle.

Les mouvements de migration sont des phénomènes complexes, qui contreviennent à une vision unidimensionnelle du problème. La décision de quitter le territoire repose souvent sur un mélange complexe de motivations. Les motifs socioéconomiques vont de pair avec des raisons politiques, familiales ou tout à fait personnelles.

Contrairement à l'opinion établie, la majorité des immigrants noirs de l'Afrique ne sont pas ceux qui fuient la pauvreté menaçant leur existence, mais ils appartiennent à la classe moyenne et possèdent en général une très bonne formation.

La décision d'immigrer en Europe est souvent pour nombre d'entre eux moins une fuite



Photo de famille au sommet UE-Afrique qui s'est tenu en ce mois de décembre à Lisbonne

(Photo: AFP)

spontanée pour échapper à la misère (sauf bien entendu en cas de poursuites religieuses ou politiques) qu'une entreprise soigneusement planifiée. La somme relativement importante qui est nécessaire à tout immigrant pour rejoindre l'Europe est souvent prise en charge par la famille entière.

Des chiffres gonflés

S'il est clair que le sous-développement favorise l'immigration, le mouvement inverse n'est vrai que de manière limitée: le développement d'une région, avec ou sans aide externe, ne conduit pas inévitablement à la réduction de

la migration. La collaboration en matière de développement est généralement planifiée à long terme: elle ne peut guère agir sur un retournement de tendance immédiat. De plus, elle se concentre pour des raisons évidentes sur les plus pauvres des pauvres, donc sur ceux qui éprouvent le plus de difficulté à émigrer.

La conduite de front de la coopération et de la politique d'immigration entraîne à première vue à des conséquences négatives. Les Etats membres de l'UE-15 se sont fixé pour objectif d'augmenter leur aide au développement à 0,7 % du PIB d'ici à

2015. Plusieurs pays européens comptabilisent leur contribution à la lutte policière contre l'immigration illégale directement dans leur budget de politique de développement, et quelques-uns y inscrivent même les coûts d'hébergement des demandeurs d'asile et des étudiants étrangers.

Les chiffres sont donc non seulement gonflés, mais il y a également bien moins d'argent disponible pour lutter contre la pauvreté, les budgets correspondants étant détournés de leur objectif initial. Le Luxembourg a cependant résisté jusqu'à ce jour à cette tentation.

La tendance d'utiliser de plus en plus la politique de coopération en tant que levier politique contre la migration Sud-Nord est plus dangereuse encore. L'attribution de l'aide au développement est de plus en plus liée à la volonté des pays africains d'agir activement contre les candidats à l'émigration. De cette manière, on obtient par la force soit un accord pour un contrat de reprise, soit le renforcement des contrôles frontaliers. Cette poli-

tique vise en première ligne les pays de transit de l'Afrique du Nord, mais entre-temps aussi les pays situés au sud du Sahara, comme le Sénégal, la Guinée ou la Gambie. Les tentatives des Européens d'imposer une politique d'immigration plus restrictive ont un effet néfaste sur leur potentiel de développement, puisqu'elles peuvent entraver ou mettre un terme à la mobilité régionale, qui revêt une signification économique importante notamment en Afrique de l'Ouest. Tout compte fait, la politique de développement visant à réduire les flux de migration du Sud vers le Nord n'est guère adaptée. Mais plus elle se laisse entraîner dans les méandres de la politique d'immigration, plus le danger est grand qu'elle s'éloigne de son but véritable. Elle sert de plus en plus de paravent à une politique d'immigration restrictive, puisqu'on justifie finalement la lutte policière contre l'immigration par le fait qu'on lutte contre ses «causes» à travers la politique de développement.

■ Marc Keup



Des enfants sénégalais à la recherche de cacahuètes la récolte de 2007 a été très mauvaise

(Photo: AFP)

Une politique pragmatique de développement

Afin de justifier leur aide au développement, les hommes politiques européens font de plus en plus souvent appel à l'argument que celle-ci réduirait en fin de compte la pression exercée par l'immigration sur l'Europe. Ce lien entre une politique soi-disant «altruiste» à des buts pragmatiques devrait contribuer à augmenter l'acceptation de la population pour les dépenses en matière

de développement. Cet argument pourrait se retourner contre eux puisqu'il cache le véritable motif. Les pays industrialisés ont tout simplement un devoir moral et historique d'aider les pays les plus pauvres. Il ne serait guère surprenant qu'en cas de recul des flux migratoires, l'idée ne vienne de mettre un terme à l'aide au développement.

■ MK



Céleste Monteiro, responsable du projet «Migrer les yeux ouverts»

«Créer des perspectives»

«Migrer les yeux ouverts» est le nom d'un programme de coopération entre le Luxembourg et le Cap Vert qui a été réalisé il y a presque un an. La responsable de ce projet est Céleste Monteiro: d'origine capverdienne et ayant vécu depuis 1978 jusqu'au début 2006 au Luxembourg, elle se trouve maintenant au Cap Vert pour la mise en œuvre du projet.

■ **Madame Monteiro, quand est-ce que le programme «Migrer les yeux ouverts» s'est concrétisé?**

L'idée du programme «Migrer les yeux ouverts» est le fruit de plusieurs échanges entre les autorités luxembourgeoises et capverdiennes à l'occasion des multiples rencontres qui ont eu lieu dans le cadre des relations de coopération au développement entre les deux pays. Le projet s'est concrétisé en décembre 2006 avec mon affectation au sein du Bureau de la coopération luxembourgeoise de l'Ambassade du grand-duché de Luxembourg au Cap Vert.

■ **Quelle est la raison d'être de ce programme?**

Dans le contexte de la discussion internationale sur les liens entre migration et développement, le gouvernement luxembourgeois considère que, parallèlement aux considérations de sécu-



Céleste Monteiro

(Photo: José Correia)

rité et d'ordre public à prendre en compte dans les pays de destination et de transit des migrants, la coopération au développement peut contribuer, dans les pays d'origine des migrants, à créer à moyen terme des perspectives d'avenir, notamment pour la population des jeunes démunis.

■ **Quel est le but de ce programme?**

L'objectif global du MYO est de permettre à la partie de la population capverdienne qui envisage d'émigrer de choisir cette voie en connaissance de cause, notamment en l'informant sur les opportunités et les contraintes de l'émigration vers le Luxembourg grâce à un renforcement des capacités humaines et institutionnelles. Les objectifs spécifiques sont l'établisse-

ment d'une instance de liaison entre les ONG à Luxembourg et au Cap Vert qui sont sensibles aux relations entre les deux pays, l'appui aux autorités capverdiennes compétentes pour les questions relatives à l'émigration, surtout au Luxembourg, ainsi que l'appui au «guichet visas» du Bureau de la coopération de l'Ambassade du grand-duché de Luxembourg au Cap Vert.

■ **Quelle est votre tâche principale?**

Ma tâche principale dans ce projet consiste à développer des partenariats et des synergies entre les ONG basées au Luxembourg et celles au Cap Vert, ainsi que de faciliter la mise en place de nouveaux projets au Cap Vert. La deuxième tâche concerne le conseil aux familles qui envisagent un regroupement familial au Luxembourg, principalement en matière d'intégration scolaire et sociale des enfants. Le projet fournit par ailleurs une assistance technique aux autorités capverdiennes en charge des questions relatives à l'émigration.

■ **Etiez-vous confrontée à des problèmes d'intégration?**

Il est vrai que l'intégration des immigrants capverdiens au Luxembourg pose un certain nombre de problèmes, notamment pour les jeunes. J'ai été confrontée à cette problématique depuis mon engagement dans les associations communautaires capverdiennes au Luxembourg.

■ **Comment le programme est-il accepté par les Capverdiens?**

Considérant les appels reçus par des parents dans le cadre du regroupement familial et les jeunes Capverdiens qui ont manifesté leur intérêt aux projets de développement de leur pays d'origine, la participation active des ONG capverdiennes et des institutions aux actions du programme MYO – notamment en informant la population sur les avantages et les contraintes de l'immigration à Luxembourg –, je pense qu'on peut dire que ce programme est bien accepté. Tout de même, je regrette que beaucoup de Capverdiens au Luxembourg ne connaissent pas encore le programme MYO.

■ **Quel est votre bilan de presque une année de travail au Cap Vert?**

Le premier bilan est positif puisque les objectifs à atteindre sont en voie de réalisation. La réaction des ONG luxembourgeoises par rapport aux propositions de projets reçues est très ouverte. En matière d'émigration, ce qui est le plus important, c'est de créer des perspectives pour la population au Cap Vert. Ce n'est qu'à ce moment que beaucoup de Capverdiens ne verront plus l'immigration comme seule solution pour accéder à une qualité de vie acceptable.

■ **Propos recueillis par Nadine Schartz**

Une organisation non gouvernementale espagnole lutte contre la discrimination sur les îles Canaries

La déception au bout du voyage

Tania Marrero Díaz travaille dans le département de sensibilisation et de volontariat de l'association Las Palmas Acoge.

■ **Depuis quand existe l'association en question et quelle est sa mission principale?**

Las Palmas Acoge est une organisation non gouvernementale créée en 1989 par un petit groupe de bénévoles sensibles à la situation des immigrants qui commençaient à arriver à l'époque aux Canaries.

Elle a été créée pour la défense des droits des immigrants et avec l'objectif de favoriser leur intégration. Actuellement, Las Palmas Acoge est une des plus importantes ONG de bénévolat social travaillant à Las Palmas pour la promotion et l'intégration des immigrants souffrant d'une situation d'inégalité ou de discrimination, comme en témoignent les presque 18.000 interventions que nous faisons par an avec des immigrants dans les quatre centres que nous avons créés dans la province.

■ **Depuis quand est-ce que l'association est présente sur le terrain pour procéder à l'accueil des migrants?**

Depuis la création de l'association, nous procédons à l'accueil des migrants qui arrivent. Les cir-

constances ont beaucoup changé. A l'époque, nous avions seulement un groupe de bénévoles et un local dans la zone du port, plus concrètement dans l'église de la Luz. Avec le temps, d'autres projets se sont développés, des projets qui répondaient aux besoins détectés – cours de langue espagnole, attention médicale... – et tous menés à terme par des bénévoles.

En 1995, vu le nombre important de migrants sans toit, le défi de créer une auberge fut lancé. Aucun foyer n'acceptait des immigrants en situation irrégulière.

Aujourd'hui, nous avons quatre centres de jour et trois foyers avec une capacité totale de 80 places. Nous avons différents services et projets, tels que le projet d'accueil et assistance sociale, le projet de consultation juridique, etc.

■ **Comment se passe l'accueil en pratique? Quels sont les moyens dont vous disposez?**

Le projet d'accueil et assistance sociale constitue la porte d'entrée pour l'immigré dans notre association. C'est là que les travailleurs sociaux réalisent un diagnostic social de la situation concrète de chaque personne pour rediriger celle-ci par après dans le service plus adéquat.

Nous comptons quarante professionnels engagés et cinquante volontaires. Nous bénéficions par ailleurs de subventions des auto-

rités publiques et d'aides et de dons de plusieurs institutions privées et de nos membres.

■ **Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez?**

Beaucoup d'immigrés en situation irrégulière sont dans l'impossibilité d'accéder aux ressources sociales de base. Lorsqu'on parle d'intégration, l'accès à l'emploi est très important et une grande partie de notre public a accès au travail «interdit» par la loi, ce qui rend très difficile une intégration réelle. Ils ont seulement accès à des emplois où ils sont exploités (salaires très bas, conditions dangereuses de travail, horaires excessifs, etc.). Le même constat peut être dressé pour d'autres domaines sociaux comme l'accès à un logement digne, par exemple.

■ **Comment la population locale perçoit-elle l'arrivée de ces migrants?**

Massive! Souvent, les moyens de communication utilisent des termes comme «avalanche» ou «invasion», voire d'autres termes qui sonnent l'alerte parmi la population et font croire que tous les immigrants sont des Africains subsahariens qui arrivent en cayucos. La réalité est que cette population arrive (quand elle y parvient!) dans les pires conditions, mais elle ne constitue pas la majorité des immigrants qui viennent en Espagne.

D'un autre côté, si leurs attentes de travail ne sont pas satisfaites ou s'ils ont de la famille dans d'autres pays ou villes, les personnes qui arrivent aux îles Canaries continuent leur chemin et ne restent pas ici. Ou alors ils sont renvoyés par les autorités dans leur pays d'origine (dans le meilleur des cas).

Il faut dire que la société canarienne est une société assez sensibilisée et accueillante.

■ **Quelles sont les réactions des migrants?**

Dans beaucoup de cas, c'est la déception. L'idée qu'ils avaient était très différente de la réalité, lorsqu'ils réalisent que ce n'est pas si facile, qu'ils doivent faire face à beaucoup de difficultés et que ce n'est pas la fin du voyage mais plutôt le début ou qu'ils sont à mi-chemin pour atteindre leur objectif.

■ **Quel est le profil type du migrant?**

Je ne sais pas., mais je peux vous parler du type d'immigré qui arrive dans notre association ou encore dans la municipalité de Las Palmas de Gran Canaria. 90 % des gens qui arrivent dans notre association disent avoir immigré pour des motifs économiques. Si l'on considère le continent d'origine, 63 % viennent d'Amérique latine, 31 % d'Afrique, les citoyens en provenance d'Europe moins de 6 % et ceux d'Asie moins de 1 %. Bien sûr,

quand je parle d'Europe il s'agit des pays non membres de l'UE.

■ **Avez-vous constaté la présence de plus en plus de femmes et d'enfants à bord des embarcations?**

Ce type de population n'arrive pas chez nous puisque normalement, les autorités interceptent les embarcations et les dirigent vers d'autres services. Nous avons toutefois de plus en plus de femmes en provenance d'Amérique latine.

■ **Combien de temps en moyenne établissez-vous un suivi des migrants?**

Dans le cadre du projet d'accueil temporaire, nous faisons un suivi pendant tout le temps qu'ils séjournent dans les auberges, parfois même une fois qu'ils sont partis. Souvent, des gens continuent à venir chez nous même s'il ont déjà quitté le foyer pour obtenir une assistance sociale ou juridique ou simplement pour nous raconter ce qu'ils font ou pour dire bonjour.

Le temps de résidence dans l'auberge n'est pas le même pour tout le monde, cela dépend de leur situation à l'arrivée: ce n'est pas la même chose s'ils sont malades, sans papiers, qu'ils ne connaissent pas la langue ou s'ils disposent d'un permis de séjour ou de travail.

■ **Propos recueillis par Edel Alvarez et l'ASTI**



Fiston Massamba, réfugié congolais au Maroc, évoque les motifs des immigrants clandestins

„Je suis réfugié par défaut“

En dehors des immigrants qui arrivent légalement chaque année, des milliers et des milliers d'immigrants essaient de débarquer clandestinement en Europe. Quelque 50.000 à 100.000, environ la moitié, passent par l'Afrique. Qu'est-ce qui amène ces hommes, femmes et enfants à quitter leur pays au péril de leur vie? Fiston Massamba est un jeune immigrant congolais. Arrêté à la frontière par la police marocaine, il a été reconnu comme réfugié politique par le bureau du Haut Commissariat des réfugiés des Nations unies (UNHCR) à Rabat et vit, tant bien que mal, depuis deux ans au Maroc, dans l'espoir de pouvoir aller un jour légalement en Europe.

■ Pouvez-vous vous présenter?

Je suis réfugié au Maroc et membre du Conseil des réfugiés subsahariens au Maroc, une association qui a été créée juste après les événements de Ceuta et Melilla (ndlr: fin 2005, quand des centaines de clandestins tentaient de surmonter le mur séparant le Maroc des deux enclaves espagnoles; il y eut des dizaines de morts) pour défendre auprès des autorités les droits des migrants et des immigrés qui sont ici au Maroc.

■ Pourquoi avez-vous fui le Congo?

J'étais militant politique dans mon pays. Nous devions faire face à pas mal de menaces et de situations désastreuses venant des autorités. Finalement, j'ai quitté mon pays pour ne pas connaître ce genre de situation; même s'il n'y avait pas eu ces persécutions et ce non-respect des droits, j'avais aussi le besoin de quitter mon pays parce que la



Selon Fiston Massamba, les immigrants cherchent surtout une vie digne

(Photo: Wolf von Leipzig)

situation socioéconomique de mon pays ne le rend pas attractif. Du coup, j'avais l'envie de partir et y revenir ensuite pour aider un tant soit peu le pays. Donc il y a deux raisons: une raison politique, c'est-à-dire la persécution, et une raison normale, mener une vie digne.

■ En quoi l'UE est-elle responsable de votre situation?

Nous sommes en train de subir la politique de l'Union européenne d'externalisation de la gestion des flux migratoires qui a été mise en place en 2004. Qu'est-ce que veut l'UE? Elle veut que les pays qui sont tout autour de l'Europe sous-traitent la thématique de l'immigration et de l'asile. Du coup, on nous bloque et on ferme les frontières. En fermant les frontières, l'UE ne nous permet pas de vivre nos

droits. Nos droits fondamentaux ne sont pas respectés ici et nous sommes exposés à la violence et à tout ce qui ne cadre pas. Donc, la politique de fermeture des frontières est contre nous, avec des conséquences fâcheuses – des gens qui meurent en mer...

■ Est-ce une erreur d'appréciation de la part de l'UE?

L'Europe croit qu'en fermant les frontières, les gens ne vont pas y aller. Au contraire, les gens vont venir inlassablement. La situation fait que les gens cherchent des pistes pour aller en Europe. Les résultats sont là: les gens meurent en Méditerranée. Malheureusement, l'UE ferme maintenant nos propres frontières africaines. Donc, quelqu'un qui vit au Mali a du mal à venir au Maroc. Ça, c'est la politique désastreuse de l'Europe. Et bizarrement, ici au Ma-

roc, nous sommes comme dans une prison, dans un aquarium: on peut pas poursuivre son chemin et on ne peut pas retourner.

■ Quelle situation vivez-vous au Maroc?

Le racisme est quotidien au Maroc, malheureusement. Et voir encore la manière comme les médias marocains utilisent la thématique de l'immigration par rapport à nous, c'est encore plus triste. Dernièrement, ils ont dit que le Maroc est envahi par des criquets noirs. Il y a des propos vraiment xénophobes, des propos qui dérangent, on nous considère comme des prostitués, des mafieux, comme des gens qui sont venus juste pour menacer ou bien pour prendre ce qu'il y a de plus important ici au Maroc. Donc, on nous traite toujours de manière négative.

■ Quel est le rôle des médias européens dans ce contexte?

Vous aussi, vous avez une part de responsabilité. La presse ne doit pas toujours traiter la migration de manière négative, mais traiter les migrants comme des gens qui ont quitté leur pays pour fuir la persécution, les menaces et la misère, qui veulent se rendre avec un projet dans un autre pays. Moi, j'ai quitté mon pays, mais dans mon esprit, dans ma tête, c'est pour qu'un jour, je rentre dans mon pays. Et je ne suis pas le seul. Il y a d'autres amis qui vivent dans ce contexte. Si vous regardez un peu ce qui se passe au Mali, on constate que ce pays se développe grâce à l'aide au développement et aux transferts d'argent que les migrants envoient dans leur pays d'origine.

■ Où est-ce que vous voudriez aller, si vous aviez le choix?

Je voulais demander l'asile en Europe. Je voulais travailler et étudier en Europe et puis rentrer dans mon pays malgré les persécutions et le non-droit. J'étudiais la médecine là-bas, mais les conditions pour étudier dans mon pays ne sont pas fameuses. Je voulais aller en Europe, étudier, puis demander l'asile et tout faire pour gagner ma vie.

■ Que pensez-vous des programmes que l'UE a mis en place pour l'immigration légale?

Cette coopération, c'est l'immigration choisie qui s'impose au détriment de l'immigration illégale. Cela fait que, maintenant, il y a davantage de répression. On voit l'immigrant comme une menace, comme quelqu'un qui vient déranger le pays. Je sais que l'Europe, ce n'est pas le paradis, mais il y a quand même de meilleures possibilités que chez nous.

■ Propos recueillis par Wolf von Leipzig

Adoptée le 18 décembre 1990, la convention est entrée en vigueur le 14 mars 2003

La Convention des Nations unies sur les droits des migrants

Les migrations internationales sont devenues une donnée fondamentale de la mondialisation. Ce constat a évidemment aussi interpellé l'Organisation des Nations unies.

■ L'assemblée générale de l'ONU a adopté en 1990 un instrument juridique, en l'occurrence une convention pour protéger les travailleurs migrants et leurs familles. Cette convention se situe

dans le cadre du respect des droits de l'Homme, préoccupation centrale de l'ONU.

La convention ne crée pas de nouveaux droits, mais vise à garantir l'égalité de traitement entre les migrants et les nationaux et les mêmes conditions de travail. Elle innove car elle repose sur l'idée fondamentale que tous les migrants ont un droit à la protection, y compris les migrants en situation irrégulière. Ceux-ci ont, à l'instar de tous les êtres humains, le droit de voir leurs droits fondamentaux res-

pectés. Depuis l'adoption à l'unanimité le 18 décembre 1990, la convention n'a pu entrer en vigueur qu'après la ratification par vingt Etats membres. Ce fut le cas le 14 mars 2003. A ce jour, plus de trente Etats l'ont ratifiée et sont de la sorte légalement liés par elle. Il faut noter qu'il s'agit essentiellement de pays d'origine des migrants.

Dès lors, l'impact est limité, aucun pays occidental d'immigration n'ayant ratifié la Convention. D'aucuns estiment que leur législation nationale protège suf-

fisamment les travailleurs migrants, d'autres ne souhaitent pas d'interférences avec leurs politiques migratoires nationales. D'autres encore refusent de se soumettre à l'examen de l'application effective qui sera de mise pour ceux qui l'ont ratifiée.

En 2002 et en 2005 le Parlement européen a lancé des appels à tous ses Etats membres de l'Union européenne afin qu'ils ratifient, sans succès à ce jour.

Ces dernières années, il est de plus en plus question de coordonner les migrations, par

exemple entre l'Afrique et l'Europe. Certains envisagent même des partenariats en ce sens. Autant ratifier et disposer de la sorte un instrument qui lie pays d'origine et pays d'accueil en conférant droits et devoirs aux deux parties et ce dans l'intérêt essentiel du travailleur migrant et de sa famille.

C'est le jour de l'adoption de la convention qui a donné lieu au 18 décembre comme Journée internationale des migrants.

■ S.K.
www.december18.net



Un choix proposé par le CDAIC et le CITIM

Littérature africaine

Chinua Achebe

Le monde s'effondre

Destruction de la vie tribale à la fin du siècle dernier par suite de l'arrivée des Européens; tragédie d'un homme dont toute la vie a tendu à devenir l'un des personnages les plus importants de son clan, mais qui finit de la façon la plus misérable; conversion au christianisme – cette abomination – de son fils qu'a éloigné de la vie ancestrale un rite cruel et sanguinaire dont a été victime son meilleur ami d'enfance; vie quotidienne des femmes et des enfants d'un village de la forêt qui, presque totalement coupé du monde extérieur, pouvait se croire «le» monde avec ses dieux et ses ancêtres, ses coutumes et ses interdits, l'inépuisable littérature orale de ses contes et de ses proverbes; voilà quelques-uns des thèmes d'un roman qui est sans doute l'un des plus riches et des plus pondérés que nous ait donnés l'Afrique Noire.

Présence Africaine, 2000

Amadou Hampâté Bâ

Amkoullel l'enfant peul

Amkoullel, tel est le surnom que porte le jeune Hampâté Bâ quand, au début du XX^e siècle, il s'initie aux traditions familiales séculaires. Fréquentant l'école française en même temps que la coranique, courant la savane alors que les proches partent pour une guerre que l'on dit mondiale, mais qui les concerne si peu, à l'écoute des maîtres de la parole, il s'appête à devenir l'un des derniers grands dépositaires d'une civilisation orale en pleine mutation. À la fois roman d'aventures, tableau de mœurs et fresque historique, ce livre restitue dans une langue savoureuse et limpide toutes les richesses, les couleurs et la vie du grand récit oral africain.

Actes Sud, 1992

Amadou Hampâté Bâ

Oui mon commandant!

Amkoullel, désormais âgé de vingt-deux ans, entame sa carrière de fonctionnaire de l'administration coloniale en Haute-Volta (Burkina Faso). Après un long voyage au cours duquel il commence à noter tous les récits oraux dont il deviendra le dépositaire, il se marie, fonde une famille et devient peu à peu, à travers mille aventures cocasses, émouvantes ou dramatiques, un homme sage capable de porter sur le monde qui l'entoure un regard à la fois subtil et rigoureux.

Actes Sud, 1994

Olivier Jobard photos / texte de Florence Saugues

Kingsley, carnet de route d'un immigrant clandestin

Kingsley, un jeune Camerounais de 22 ans, a traversé en toute illégalité l'Afrique subsaharienne (le Cameroun, le Nigeria, le Niger, le désert du Sahara, l'Algérie et enfin le Maroc) pour s'embarquer sur un esquif de fortune et affronter l'Atlantique afin d'entrer clandestinement aux Canaries, territoire espagnol, donc européen. Aujourd'hui, il vit en France et a réussi à obtenir une carte de séjour en toute légalité.

Olivier Jobard a accompagné Kingsley tout au long de sa périlleuse aventure et a retracé en photographies ce que l'on peut considérer comme une épopée des temps modernes.

Marbal, 2006

Gaston Kelman

Je suis noir et je n'aime pas le manioc

Un Noir, n'est-ce pas, ce n'est pas très intelligent ni très cultivé. Il a certes de bons côtés: il se nourrit de manioc, il est rieur, enfantin, doué pour la musique (sauvage et rythmée, pas classique), mais c'est surtout sous-développé et ça compense par un membre surdimensionné... Tout le monde le sait. Or, la France compte un nombre incalculable de ces individus qui font partie intégrante de la nation, comme Gaston Kelman. L'auteur vit depuis vingt ans en France et se définit avant tout bourguignon. Fort de son expérience, il dévide avec une verve féroce les lieux communs qui pèsent sur les Noirs, alternant le sérieux de son propos avec des anecdotes pathétiques, hilarantes et parfois cruelles.

Max Milo Editions, 2003

Ahmadou Kourouma

Allah n'est pas obligé

Birahima, le narrateur de ce roman, a une douzaine d'années et il retrace son itinéraire d'enfant soldat de l'Afrique contemporaine, entre le Liberia et la Sierra Leone. Orphelin, jeté sur les routes en compagnie d'un marabout mi-philosophe mi-escroc, Birahima se fait enrôler dans une bande de pillards. Kalachnikov en bandoulière, pour gagner sa solde, il va bientôt participer aux pires exactions: «De camp retranché en ville investie, /.../ j'ai tué pas mal de gens. /.../ beaucoup de mes copains enfants soldats sont morts. Mais Allah n'est pas obligé d'être juste avec toutes les choses qu'il a créées ici-bas.» Un récit picaresque et terrifiant sur une époque de massacres dont les enfants sont les tristes héros.

Éditions du Seuil, 2000

Manuel Lopes

Les victimes du vent d'est

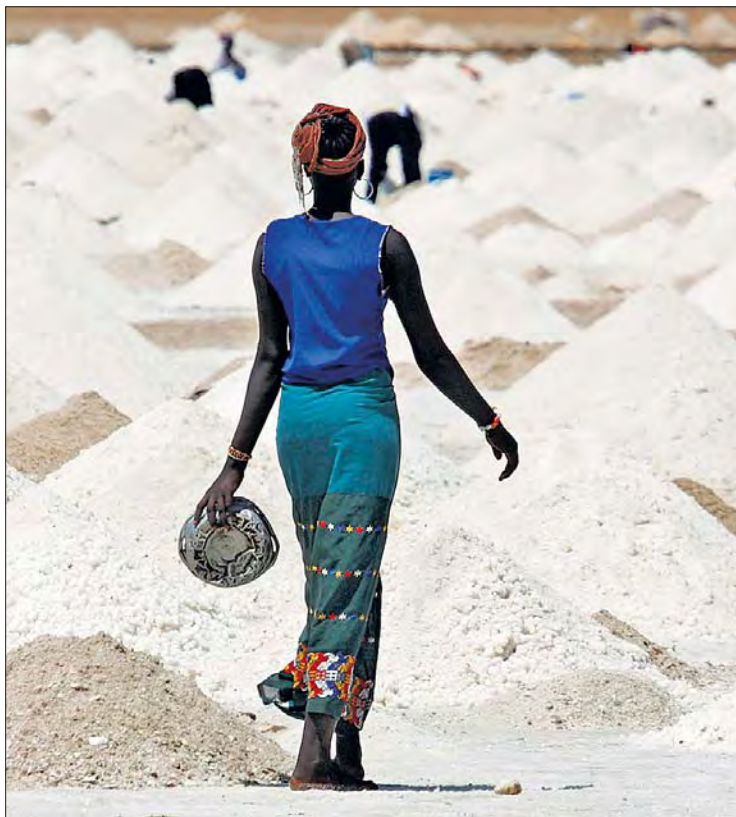
Au Cap-Vert, les premières pluies annoncent l'espoir de nouvelles récoltes de maïs sauf si le redoutable vent venu des côtes africaines se met à souffler en brûlant tout sur son passage comme une tornade de feu. Sur l'île de Santo Antão, il y a ceux qui plantent dès les premières gouttes, ceux qui attendent des signes plus certains de pluies bénéfiques et même ceux qui en sont réduits à consommer les semences. Mais tous risquent d'être les nouvelles victimes du vent d'est qui mène un combat inégal et meurtrier. Un classique de la littérature capverdienne qui illustre parfaitement les dures conditions de vie d'un village dont les membres sont acculés à la violence pour survivre.

Sepia, 1996

Alain Mabanckou

Verre cassé

L'histoire «très horrible» du Crédit à voyage, un bar congolais



(Photo: Reuters)

des plus crasseux, nous est ici contée par l'un de ses clients le plus assidus, Verre Cassé, à qui le patron a confié le soin d'en faire la geste en immortalisant dans un cahier de fortune les prouesses étonnantes de la troupe d'éclopés fantastiques qui le fréquentent. Dans cette farce métaphysique où le sublime se mêle au grotesque, Alain Mabanckou nous donne à voir grâce à la langue rythmée et au talent d'ironiste qui le distinguent dans la jeune génération d'écrivains africains, loin des tableaux ethniques de circonstance, un portrait vivant et savoureux d'une autre réalité africaine.

Éditions du Seuil, 2005

Léonora Miano

Contours du jour qui vient

Après la guerre qui a ravagé le Mboasu, cet Etat imaginaire et ô combien réel d'Afrique, le pays est exsangue. Les parents, incapables de prendre soin de leurs enfants, les chassent loin de chez eux, les accusant d'être la cause de leurs malheurs. Décidée à retrouver sa mère, la jeune Musango traverse un pays frappé de folie. Des rivages du fleuve Tubé aux bas-fonds de Sombé, métropole d'Afrique en proie à l'anarchie, Musango retrouvera-t-elle cette mère, symbole d'une Afrique à la dérive? Sa rencontre avec le petit Mbalè marquera-t-elle les prémices d'un jour nouveau pour tout un continent?

Plon, 2006

Aminata D. Traoré

L'étau

Le chômage, la pauvreté, la violence, mais aussi les dictatures ou les génocides, sont le lot de nombreux Etats postcoloniaux, qui cherchent à sortir de l'étau... Avec clarté et concision, Aminata Dramane Traoré, psychosociologue et femme d'entreprise, ex-ministre de la Culture et du Tourisme du Mali, révèle la situation critique de l'Afrique noire, soumise à des réformes écono-

un humain digne de vie à reconstruire. Mais là où règne le colonialisme et la despotie, et où l'espoir est remplacé par l'arrivée des immigrants qui remplissent les vides.

Peter Hammer Verlag 1996

Kangni Alem

Cola cola jazz

Kangni Alem raconte une histoire, qui pourrait ne pas l'être, et qui reflète le monde du vivant dans les cultures d'un monde globalisé. Heloise et Parvati, les deux héroïnes, sont attirées par Witz et la souveraineté, avec laquelle – malgré ses expériences – elle vit entre les continents.

Peter Hammer Verlag 2004

Wole Soyinka

Die Ausleger

Nigeria dans les années soixante, peu après l'indépendance. Cinq amis – un journaliste, un employé d'un service étranger, un peintre, un ingénieur et un professeur –, tous d'environ trente ans, essaient de se faire une place dans la nouvelle société nigerienne. Mais pour bien s'insérer, il faut être riche. Wole Soyinka nous présente le portrait d'une société où la corruption règne, où la violence est omniprésente, où la vie est une lutte constante. Wole Soyinka nous offre une image d'une société en pleine mutation, d'une société qui cherche à se faire une place dans le monde.

Amman Verlag, 2002

Théo Ananissoh

Un reptile par habitant

Théo Ananissoh, écrivain d'origine togolaise, vit en Allemagne où il enseigne la littérature africaine francophone, à l'université de Cologne. Dans «Un reptile par habitant», il raconte dans un style à mi-chemin entre la fable et le polar l'histoire des pays africains depuis les proclamations d'indépendance.

Gallimard 2007

Le CDAIC et ses activités

Le Centre de documentation et d'animation interculturelles est un projet géré par le ministère de l'Éducation nationale, la Ville de Luxembourg et l'ASTI asbl.

Le CDAIC possède une bibliothèque qui regroupe plus de 12.000 titres et comporte livres, périodiques, dossiers pédagogiques, CD, CD-ROM et DVD sur des sujets tels que l'antiracisme, les questions interculturelles, les migrations, les réfugiés ou la scolarité.

L'équipe pluridisciplinaire développe des projets interactifs et ludiques. Elle s'entoure d'experts de divers domaines

tels que pédagogues, gens du théâtre, psychologues, musiciens, etc. Elle utilise régulièrement les technologies de l'information actuelle.

Le CDAIC s'adresse aux enseignants du préscolaire et du primaire, aux enseignants du secondaire, éducateurs et autres multiplicateurs, étudiants, intéressés...

Heures d'ouverture: le mardi et le jeudi de 14 à 17 heures et sur rendez-vous au téléphone: 43 83 33 53

www.cdaic.lu

cdaic@asti.lu

12, rue Auguste Laval

L-1922 Luxembourg



Supplément commun

LaVoix

